

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:	
ar piesūtišanu:	bez piesūtišanas: (saņemot kantori)
par: Ls	par: Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
atsevišķu num. 15,—	atsevišķu num. 10,—
	pie atkāpārdev. 13,—

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot



Redakcija:
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 3. stāvā
Telefons 20032
Runas stundas no plkst. 9 līdz 12

ofciālais laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Sludinājumu un abonementa
pieņemšana no plkst. 8.30 līdz 15.30
Rīgā, Valdemāra ielā 6, 2. dzīv.
Telefons 20031

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludināj. līdz 25 vienslej. rind.	Ls 6,—
par katru tālāko rindiņu	„—,25
b) tiesu sludin. par negodīgu un netīrīgu velkalnieku sodīšanu līdz 25 viensl. r.	„ 8,—
par katru tālāko rindiņu	„—,25
c) citu iestāžu slud. par katru viensl. r.	„—,30
d) priv. pers. oblig. slud. par katru viensl. r.	„—,35
e) par nozaud. dok. izslud. par katru dok.	„ 1,50
f) par sadegušu dok. izslud. katrai pers.	„ 1,—

199. num.

Sestdien, 1938. g. 3. septembrī

Divdesmitpirmais gads

Pasaules pasta konvencijas izpildu reglaments. (Turpinājums pie likuma par Kairas pasta kongresā parakstīto Pasaules pasta Konvenciju un Nolikumiem.)
Pasta un telegrafa departamenta rīkojumi.
Papildinājums nosacijumos par meža pārdošanu valsts mežos.
Pārgrozījums un papildinājums noteikumos kaujamo lopu, gaļas un pārējo animalo uzturvielu izmeklēšanai un to brāķēšanai.
Dzelzsceju virsvaldes rīkojumi.

Règlement d'exécution de la Convention postale universelle.

Les soussignés, vu l'article 4 de la Convention postale universelle conclue au Caire le 20 mars 1934, ont, au nom de leurs Administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de ladite Convention:

TITRE I.

Dispositions générales.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 101.

Transit en dépêches closes et transit à découvert.

Les Administrations peuvent s'expédier réciproquement, par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs d'entre elles, tant des dépêches closes que des correspondances à découvert, suivant les besoins du trafic et les convenances du service. La transmission des correspondances à découvert à une Administration intermédiaire doit se limiter strictement aux cas où la confection de dépêches closes ne se justifie pas.

Article 102.

Echange en dépêches closes.

1. L'échange des correspondances en dépêches closes est réglé d'un commun accord entre les Administrations intéressées.

Il est obligatoire de former des dépêches closes toutes les fois qu'une des Administrations intermédiaires en fait la demande, se basant sur le fait que le nombre de correspondances à découvert est de nature à entraver ses opérations.

2. Les Administrations par l'intermédiaire desquelles des dépêches closes sont à expédier doivent être prévenues en temps opportun.

3. En cas de changement dans un service d'échange en dépêches closes établi entre deux Administrations par l'entremise d'un ou de plusieurs pays tiers, l'Administration qui a provoqué le changement en donne connaissance aux Administrations de ces pays.

Article 103.

Acheminement des correspondances.

1. Chaque Administration est obligée d'acheminer, par les voies les plus rapides qu'elle emploie pour ses propres envois, les dépêches closes et les correspondances à découvert qui lui sont livrées par une autre Administration.

Lorsqu'une dépêche se compose de plusieurs sacs, ceux-ci doivent, autant que possible, rester réunis et être acheminés par le même courrier.

Les objets de toute nature mal dirigés sont, sans aucun délai, réexpédiés sur leur destination par la voie la plus prompte.

2. L'Administration du pays d'origine a la faculté d'indiquer la voie à suivre par les dépêches closes qu'elle expédie, pourvu que l'emploi de cette voie n'entraîne pas, pour une Administration intermédiaire, des frais spéciaux.

Sous la même réserve, les Administrations intervenant dans le transport doivent tenir compte de la voie à suivre portée par l'expéditeur sur les envois qui leur sont transmis à découvert.

3. Les Administrations qui usent de la faculté de percevoir des taxes supplémentaires, en représentation des frais extraordinaires afférents à certaines voies, sont libres de ne pas diriger par ces voies les correspondances non ou insuffisamment affranchies.

Article 104.

Pays éloignés.

1. Sont considérés comme pays éloignés les pays entre lesquels la durée des transports par la voie de terre ou de mer la plus rapide est de plus de dix jours ainsi que ceux entre lesquels la fréquence moyenne des courriers est inférieure à deux voyages par mois.

2. Sont assimilés aux pays éloignés, en ce qui concerne les délais prévus par la Convention et les Arrangements, les pays de très grande étendue ou dont les voies de communication intérieures sont peu développées, pour les questions où ces facteurs jouent un rôle prépondérant.

3. Le Bureau international dresse la liste des pays visés aux §§ 1 et 2.

Article 105.

Fixation des équivalents.

1. Les Administrations fixent les équivalents des taxes et droits prévus par la Convention et les Arrangements après entente avec l'Administration des postes suisses, à laquelle il appartient de les faire notifier par l'intermédiaire du Bureau international. La même procédure est suivie en cas de changement d'équivalents.

Les équivalents ou les changements d'équivalents ne peuvent entrer en vigueur que le premier d'un mois et, au plus tôt, quinze jours après leur notification par le Bureau international.

Ce Bureau dresse un tableau indiquant, pour chaque pays, les équivalents des taxes et droits mentionnés au 1^{er} alinéa, et renseignant, le cas échéant, sur le pourcentage de la majoration ou de la réduction de taxe appliquées en vertu de l'article II du Protocole final de la Convention.

2. Les fractions monétaires résultant du complément de taxe applicable aux correspondances insuffisamment affranchies peuvent être arrondies par les Administrations qui en effectuent la perception. La somme à ajouter de ce chef ne peut excéder la valeur de 5 centimes.

3. Chaque Administration notifie directement au Bureau international l'équivalent fixé par elle pour l'indemnité prévue à l'article 56 de la Convention.

Article 106.

Timbres-poste et empreintes d'affranchissement.

1. Les timbres-poste représentant les taxes-types de l'Union ou leurs équivalents dans la monnaie de chaque pays sont confectionnés dans les couleurs suivantes: en bleu, le timbre représentant la taxe d'une lettre de port simple; en rouge, le timbre représentant la taxe d'une carte postale; en vert, le timbre représentant la taxe d'une imprimé de port simple.

Les empreintes produites par les machines à affranchir doivent être de couleur rouge vif, quelle que soit la valeur qu'elles représentent.

Les timbres-poste et les empreintes d'affranchissement doivent porter, autant que possible en caractères latins, l'indication du pays d'origine et mentionner leur valeur d'affranchissement d'après le tableau des équivalents adoptés. L'indication du nombre d'unités ou de fractions de l'unité monétaire, servant à exprimer cette valeur, est faite en chiffres arabes.

En ce qui concerne les imprimés affranchis au moyen d'empreintes obtenues à la presse d'imprimerie ou par un autre procédé d'impression (article 47 de la Convention), les indications du pays d'origine et de la valeur d'affranchissement peuvent être remplacées par le nom du bureau d'origine et la mention „Taxe perçue“, „Port payé“ ou une expression analogue. Cette mention peut être libellée en français ou dans la langue du pays d'origine; elle peut aussi revêtir une forme abrégée, par exemple „T. P.“ ou „P. P.“. Dans tous les cas, l'indication adoptée doit être encadrée ou soulignée d'un fort trait.

3. Les timbres-poste commémoratifs ou de charité, pour lesquels un supplément de taxe est à payer indépendamment de valeur d'affranchissement, doivent être confectionnés de façon à éviter tout doute au sujet de cette valeur.

4. Les timbres-poste peuvent être marqués à l'emporte-pièce de perforations distinctives selon les conditions fixées par l'Administration qui les a émis.

TITRE II.

Conditions d'acceptation des objets de correspondance.

CHAPITRE I.

Dispositions applicables à toutes les catégories d'envois.

Article 107.

Conditionnement et adresse.

1. Les Administrations doivent recommander au public:

- de libeller l'adresse en caractères latins et de la mettre dans le sens de la longueur de façon à ménager la place nécessaire pour les mentions ou étiquettes de service;
- d'indiquer l'adresse d'une manière précise et complète, afin que l'acheminement de l'envoi et sa remise au destinataire puissent avoir lieu sans recherches;
- d'appliquer les timbres-poste ou les empreintes d'affranchissement à l'angle droit supérieur du côté de la suscription;
- d'indiquer le nom et le domicile de l'expéditeur, soit au recto et de préférence du côté gauche de façon à ne nuire ni à la clarté de l'adresse, ni à l'application des mentions ou étiquettes de service, soit au verso;
- d'utiliser pour les envois de toute nature des enveloppes dont les dimensions ne soient pas inférieures à 10 cm. en longueur et 7 cm. en largeur;
- de conditionner solidement leurs envois, particulièrement s'ils sont destinés à des pays éloignés;
- en ce qui concerne les envois expédiés à la taxe réduite, d'indiquer, par des annotations telles que „Papiers d'affaires“, „Imprimés“, „Echantillon“, „Petit paquet“, etc., la catégorie à laquelle ils appartiennent.

2. Les envois de toute nature, dont le côté réservé à l'adresse a été divisé, en tout ou en partie, en plusieurs cases destinées à recevoir des adresses successives, ne sont pas admis.

3. Les timbres non postaux et les vignettes de bienfaisance ou autres susceptibles d'être confondus avec les timbres-poste, ne peuvent être appliqués du côté de la suscription. Il en est de même des empreintes de timbres qui pourraient être confondus avec les empreintes d'affranchissement.

4. Les correspondances du service postal expédiées en franchise de port doivent porter au recto l'annotation „Service des postes“ ou une mention analogue.

Article 108.

Envois poste restante.

L'adresse des envois expédiés poste restante doit indiquer le nom du destinataire. L'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés ou de marques conventionnelles quelconques n'est pas admis pour ces envois.

Article 109.

Envois sous enveloppe à panneau.

1. Les envois sous enveloppe à panneau transparent sont admis aux conditions suivantes:

- le panneau doit être disposé parallèlement à la plus grande dimension, de façon que l'adresse du destinataire apparaisse dans le même sens et que l'application du timbre à date ne soit pas entravée;
- la transparence du panneau doit assurer une parfaite lisibilité de l'adresse, même à la lumière artificielle, et ne pas empêcher l'application d'une écriture; les enveloppes à panneau dont la partie vitrifiée provoque des reflets à la lumière artificielle sont exclus;

Lokomotives vadītājs

Kārlis Sūna

miris traģiskā nāvē dienesta pienākumus izpildot 1938. g. 1. septembrī

Dzelzsceļu virsvalde

Lokomotives vadītāja palīgs

Kristaps Vikmanis

miris traģiskā nāvē dienesta pienākumus izpildot 1938. g. 1. septembrī

Dzelzsceļu virsvalde

- c) seuls les nom et adresse du destinataire doivent apparaître à travers le panneau; le contenu de l'enveloppe doit être plié de façon que l'adresse ne puisse se trouver masquée, en tout ou en partie, par suite de glissement; d) l'adresse doit être indiquée, d'une façon bien lisible, à l'encre ou à la machine à écrire; les envois dont l'adresse est écrite au crayon ou au crayon-encre ne sont pas admis.

2. Les envois sous enveloppe entièrement transparente ou à panneau ouvert ne sont pas admis.

Article 110.

Envois soumis au contrôle douanier.

1. Les envois à soumettre au contrôle douanier doivent être revêtus, au recto, d'une étiquette verte, conforme au modèle C 1 ci-annexé. En ce qui concerne les petits paquets, l'apposition de cette étiquette est obligatoire dans tous les cas.

Si le pays de destination l'exige ou si l'expéditeur le préfère, les envois visés à l'alinéa précédent sont, en outre, accompagnés de déclarations en douane séparées, conformes au modèle C 2 ci-annexé et au nombre prescrit; ces déclarations sont reliées à l'envoi extérieurement et d'une manière solide par un croisé de ficelle ou insérées dans l'envoi même. Dans ce cas, la partie supérieure de l'étiquette C 1 est seule apposée sur l'envoi.

2. Les Administrations n'assument aucune responsabilité du chef des déclarations en douane, sous quelque forme qu'elles soient faites.

Articles 111.

Envois francs de droits.

1. Les envois à remettre aux destinataires francs de tous droits doivent porter sur le recto l'en-tête très apparent „Franc de droits“ ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine. Ces envois sont pourvus, du côté de la suscription, d'une étiquette de couleur jaune portant également, en gros caractères, l'indication „Franc de droits“.

2. Tout envoi expédié franc de droits est accompagné d'un bulletin d'affranchissement conforme au modèle C 3 ci-annexé, confectionné en carton de couleur jaune et dont le recto est rempli par le bureau expéditeur. Le bulletin d'affranchissement est solidement attaché à l'envoi.

CHAPITRE II.

Dispositions spéciales applicables à chaque catégorie d'envois.

Article 112.

Lettres.

Aucune condition de forme ou de fermeture n'est exigée pour les lettres, sous réserve de l'observation des prescriptions de l'article 109. La place nécessaire au recto pour l'affranchissement, l'adresse et les mentions ou étiquettes de service doit être laissée entièrement libre.

Article 113.

Cartes postales simples.

1. Les cartes postales doivent être confectionnées en carton ou en papier assez consistant pour ne pas entraver la manipulation.

Elles doivent porter, en tête du recto, le titre „Carte postale“ en français ou l'équivalent de ce titre dans une autre langue. Ce titre n'est pas obligatoire pour les cartes postales émanant de l'industrie privée.

2. Les cartes postales doivent être expédiées à découvert, c'est-à-dire sans bande ni enveloppe.

3. La moitié droite au moins du recto est réservée à l'adresse du destinataire et aux mentions ou étiquettes de service: les timbres-poste ou empreintes d'affranchissement doivent être appliqués au recto et, autant que possible, sur la partie droite de la carte. L'expéditeur dispose du verso et de la partie gauche du recto, sous réserve des dispositions du § 4 ci-après.

4. Il est interdit de joindre ou d'attacher aux cartes postales des échantillons de marchandises ou des objets analogues. Toutefois, des vignettes, des photographies, des timbres de toute espèce, des étiquettes et des coupures de toute sorte, en papier ou autre matière très mince, de même que des bandes d'adresse ou des feuilles à replier, peuvent y être collés, à condition que ces objets ne soient pas de nature à altérer le caractère des cartes postales et qu'ils soient complètement adhérents à la carte. Ces objets ne peuvent être collés que sur le verso ou sur la partie gauche du recto des cartes postales, sauf les bandes ou étiquettes d'adresse qui peuvent occuper tout le recto. Quant aux timbres de toute espèce, susceptibles d'être confondus avec les timbres d'affranchissement, ils ne sont admis qu'au verso.

5. Les cartes postales ne remplissant pas les conditions prescrites pour cette catégorie d'envois sont traitées comme lettres.

Article 114.

Cartes postales avec réponse payée.

1. Les cartes postales avec réponse payée doivent présenter au recto, en langue française, comme titre sur la première partie: „Carte postale avec réponse payée“; sur la seconde partie: „Carte postale-réponse“. Les deux parties doivent d'ailleurs remplir, chacune, les autres conditions imposées à la carte postale simple; elles sont repliées l'une sur l'autre de façon que le pli forme le bord supérieur et ne peuvent être fermées d'une manière quelconque.

2. L'adresse de la carte-réponse doit se trouver à l'intérieur de l'envoi.

Il est loisible à l'expéditeur d'indiquer son nom et son adresse au recto de la partie „Réponse“.

L'expéditeur est également autorisé à faire imprimer au verso de la carte-réponse un questionnaire destiné à être rempli par le destinataire.

3. L'affranchissement de la partie „Réponse“ au moyen de timbres-poste du pays qui a émis la carte n'est valable que si les deux parties de la carte postale avec réponse payée sont parvenues adhérentes du pays d'origine et si la partie „Réponse“ est expédiée du pays où elle est parvenue par la poste à destination dudit pays d'origine.

Si ces conditions ne sont pas remplies, elle est traitée comme carte postale non affranchie.

Article 115.

Papiers d'affaires.

1. Sont considérés comme papiers d'affaires, à condition qu'ils n'aient pas le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, toutes les pièces et tous les documents écrits ou dessinés en tout ou partie, tels que les correspondances — lettres ouvertes et cartes postales — de date ancienne qui ont déjà atteint leur but primitif, et leurs copies, les pièces de procédure, les actes de tout genre dressés par les officiers ministériels, les lettres de voiture ou connaissements, les factures, certains documents des compagnies d'assurance, les copies ou extraits d'actes sous seing privé écrits sur papier timbré ou non timbré, les partitions ou feuilles de musique manuscrites, les

manuscrits d'ouvrages ou de journaux expédiés isolément, les devoirs originaux et corrigés d'élèves, à l'exclusion de toute indication ne se rapportant pas directement à l'exécution du travail.

Ces documents peuvent être accompagnés de fiches de rappel ou bordereaux d'envoi portant les mentions suivantes ou des indications analogues: énumération des pièces composant l'envoi, références à une correspondance échangée entre l'expéditeur et le destinataire, telles que:

„Annexe à notre lettre du à M.
Notre référence Références du client

Les correspondances de date ancienne peuvent être munies des timbres-poste oblitérés qui ont servi à leur affranchissement primitif.

2. Les papiers d'affaires sont soumis, en ce qui concerne la forme et le conditionnement, aux dispositions prescrites à l'article 119 ci-après pour les imprimés.

Article 116.

Imprimés.

1. Sont considérés comme imprimés, les journaux et ouvrages périodiques, les livres, les brochures, les papiers de musique, les cartes de visite, les cartes-adresse, les épreuves d'imprimerie, les gravures, les photographies et les albums contenant des photographies, les images, les dessins, plans, cartes géographiques, patrons à découper, catalogues, prospectus, annonces et avis divers, imprimés, gravés, lithographiés ou autographiés, et, en général, toutes les impressions ou reproductions obtenues sur papier ou autre matière assimilable au papier, sur parchemin ou sur carton, au moyen de la typographie, de la gravure, de la lithographie et de l'autographie, ou de tout autre procédé mécanique, facile à reconnaître, hormis le décalque, les timbres à caractères mobiles ou non et la machine à écrire.

2. La taxe des imprimés n'est pas applicable aux imprimés qui portent des signes quelconques susceptibles de constituer un langage conventionnel, ni, sauf les exceptions explicitement autorisées par les articles 117 et 118 ci-après, à ceux dont le texte a été modifié après tirage.

3. Les films cinématographiques, les disques pour gramophones ainsi que les papiers perforés destinés à être adaptés à des instruments de musique automatiques ne sont pas admis au tarif des imprimés.

Il en est de même des articles de papeterie proprement dits, dès l'instant où il apparaît clairement que la partie imprimée n'est pas l'essentiel de l'objet.

4. Les cartes portant le titre „Carte postale“ ou l'équivalent de ce titre dans une langue quelconque sont admises au tarif des imprimés, pourvu qu'elles répondent aux conditions générales applicables aux imprimés. Celles qui ne remplissent pas ces conditions sont traitées comme cartes postales ou éventuellement comme lettres, par application des dispositions de l'article 113, § 5.

Article 117.

Objets assimilés aux imprimés.

Sont assimilées aux imprimés, en tant qu'elles sont déposées dans les conditions prescrits par les règlements intérieurs de l'Administration d'origine et au nombre minimum de 20 envois contenant des exemplaires identiques, les reproductions, par un procédé mécanique de polygraphie, chromographie, etc., d'une copie-type faite à la plume ou à la machine à écrire. Ces reproductions peuvent recevoir les annotations autorisées pour les imprimés.

Article 118.

Imprimés. Annotations autorisées.

1. Il est permis, à l'extérieur et à l'intérieur de tous les envois d'imprimés:

- d'indiquer les nom, qualité, profession, raison sociale et adresse de l'expéditeur et du destinataire, la date d'expédition, la signature, le numéro d'appel au téléphone, l'adresse et le code télégraphiques, le compte courant postal ou bancaire de l'expéditeur ainsi qu'un numéro d'ordre ou d'immatriculation se rapportant exclusivement à l'envoi;
- de corriger les fautes d'impression;
- de biffer, de souligner ou d'encadrer, au moyen de traits, certains mots ou certaines parties du texte imprimé, à moins que ces opérations ne soient faites dans le dessein de constituer une correspondance.

2. Il est, en outre, permis d'indiquer ou d'ajouter:

- sur les avis concernant les départs et les arrivées des navires: les dates et heures des départs et arrivées ainsi que les noms des navires et des ports de départ, d'escale et d'arrivée;

b) sur les avis de passage:

le nom du voyageur, la date, l'heure et le nom de la localité par laquelle il compte passer ainsi que l'endroit où il descend;

c) sur les bulletins de commande et de souscription relatifs à des ouvrages de librairie, livres, journaux, gravures, morceaux de musique:

les ouvrages et le nombre des exemplaires demandés ou offerts, le prix de ces ouvrages ainsi que des annotations représentant des éléments constitutifs du prix, le mode de paiement, l'édition, les noms des auteurs et des éditeurs, le numéro du catalogue et les mots „brochés“, „cartonné“ ou „reliés“;

d) sur les cartes illustrées, les cartes de visite imprimées ainsi que sur les cartes de Noël et de nouvel an:

des souhaits, félicitations, remerciements, compliments de condoléance ou autres formules de politesse exprimés en cinq mots ou au moyen de cinq initiales conventionnelles, au maximum;

e) sur les épreuves d'imprimerie:

les changements et additions qui se rapportent à la correction, à la forme et à l'impression ainsi que des mentions telles que „Bon à tirer“, „Vu-Bon à tirer“ ou toutes autres analogues se rapportant à la confection de l'ouvrage. En cas de manque de place, les additions peuvent être faites sur des feuilles spéciales;

f) sur les images de mode, les cartes géographiques, etc.:

les couleurs;

g) sur les listes de prix courants, les offres d'annonces, les cotes de bourse et de marché, les circulaires de commerce et les prospectus:

des chiffres;

toutes autres annotations représentant des éléments constitutifs des prix;

h) sur les livres, brochures, journaux, photographies, gravures, papiers de musique et, en général, sur toutes les productions littéraires ou artistiques imprimées, gravées, lithographiées ou autographiées:

une dédicace consistant en un simple hommage et, sur les photographies, une légende explicative très succincte ainsi que d'autres indications sommaires se référant à la photographie même;

i) sur les passages découpés de journaux et publications périodiques:

le titre, la date, le numéro et l'adresse de la publication dont l'article est extrait.

3. Les additions et les corrections prévues aux §§ 1 et 2 peuvent être faites à la main ou par un procédé mécanique quelconque.

4. Il est, enfin, permis de joindre:

a) aux épreuves d'imprimerie corrigées ou non:

le manuscrit s'y rapportant;

b) aux envois des catégories mentionnées sous § 2, lettre h):

la facture ouverte se rapportant à l'objet envoyé, réduite à ses énonciations constitutives;

c) à tous les imprimés:

une carte, une enveloppe ou une bande, munie de l'adresse de l'expéditeur de l'envoi et affranchie pour le retour au moyen de timbres-poste du pays de destination de l'envoi.

Article 119.

Imprimés. Conditionnement des envois.

1. Les imprimés doivent être, soit placés sous bande, sur rouleau, entre des cartons, dans un étui ouvert ou dans une enveloppe non fermée munie, s'il y a lieu, de fermoirs faciles à enlever et à replacer et n'offrant aucun danger, soit entourés d'une ficelle facile à dénouer.

2. Les imprimés présentant la forme et la consistance d'une carte peuvent être expédiés à découvert sans bande, enveloppe ou lien. Le même mode d'expédition est admis pour les imprimés pliés de façon qu'ils ne puissent se déplier pendant le transport.

3. Les imprimés expédiés sous forme de cartes, y compris les cartes postales illustrées bénéficiant de la taxe réduite, sont soumis aux dispositions de l'article 113, § 3.

4. Dans tous les cas, les envois doivent être conditionnés de façon que d'autres objets ne risquent pas de s'y fourvoyer.

Zemkopības ministra J. Birznieka runa • mazpulku vecāko sanāksmē.

Zemkopības ministris J. Birznieks vakar, 2. septembrī, mazpulku vecāko sanāksmē Rīgas Latviešu biedrībā starp citu teica:

„Es šodien esmu aicināts runāt par uzdevumiem, kas skar lauksaimniecības pacelšanu. Šis jautājums ir ļoti plašs, par to daudz jārunā un tā pilnīgai izpratnei es gribu jums ieteikt vairākas reizes no vietas pārlasīt mūsu Prezidenta un jūsu virsvadoņa runu divas dienas atpakaļ, kurā viņš deva norādījumus lauksaimniecības biedrību ievēlētiem zemkopības ministrijas sūtītiem pārstāvjiem pie labības biroja un Latvijas centrālā sēkļu eksporta. Ārpus šīs runas par lauksaimniecības tuvākā un tālākā laika uzdevumiem arī nekas vairāk nav pasakāms, tā aptver visu, kas var interesēt un interesē jūs, kas interesē mazpulku dalībniekus un visus mūsu lauksaimniecības darbiniekus, kā arī pašus lauksaimniekus, zīmējoties uz lauksaimniecības pacelšanu un vešanu pie tālākas attīstības.

Es gribu pašā sākumā pateikt, ka viens no pavalstnieku, labu pilsoņu pirmajiem un vislielākajiem uzdevumiem ir izpildīt un mācēt izpildīt pavēles, kādas mēs sapējam savā darbā. Nevienš nebūs labs pilsonis, sava darba darītājs, ja mēģinās katrā pavēlē saskatīt nepilnības, ja viņš domās, ka ikvienu pavēli iespējams uzlabot ar izpildītāju līdzrunāšanu. Mēs pazīstam militāro disciplīnu, kur nekāda pavēļu korigēšana netiek pielaista, tāpat arī labošana vai gausināšana nav iespējama, neskatoties uz to, ka pavēle kādreiz ir šķietami nepareiza. Tas pats jāievēro visā pārējā

dzīvē. Mūsu lauksaimniecība taču ir dibināta uz autoritārā pārvaldības principa un lauksaimnieku pavēļu pildīšanā jāpriet no tā paša viedokļa, kā militārā ierindā. Mēs visi esam lauksaimnieku pavēles pildītāji, vismaz tās saņēmuši no saviem vecākiem, un dažreiz mums ir izlicies, ka pavēle nav īsti ar vajadzībām un darba sadalījumu saskaņota. Bet tomēr, respektā pret saviem vecākiem mūs ir spiedis pavēles izpildīt, un beigu beigās mēs redzējām, ka tā ir bijusi patiesi gudra un ka ne kāda kritika un iebildumu celšana nebūtu palīdzējusi lietu līdz galam novest. Bieži mums liekas, ka pavēles devējs nav visai labi par savu lietu informēts, bet pēc tās izpildīšanas pierādās pretējais. Tādēļ arī visā mūsu sabiedriskā dzīvē un pāri tai — valsts un politiskā dzīvē, kurā arī jums, mazpulku vadītāji, nav un nedrīkst būt sveša, jums jāienes šis princips. Blakus daramiem lauksaimniecības darbiem jaunā paudzē jāieaudzina paklausība tiem, kas pavēl. Mums ir pazīstamas daudzas tautas, kuras par savu vadoņu lēmumiem ir daudz un dažādos uzskatos, bet nevienš no viņu vidus neceļ iebildumus, ja jāizpilda pavēles. No tā rodas labas, valstiskas tautas, stipras valstis. Stipras valstis ne tikai savu iekšējo darbu veiksmai, bet viņu priekšā dreb pēc platības daudz lielākas valstis.

Tas mums ir vajadzīgs arī Latvijā. Ja mēs gribam savu lauksaimniecību arvien uz priekšu vest, tā, kā jūsu Virsvadonis uz to aicina, tad pavēļu izpildīšanai lauksaimniecībā ir jābūt līdzīgai militārā ierindā. Lauksaimniecībā pavēļu korigēšana no darba izpildītāju puses tikai pazemina darba kvalitāti un arī darba ātrumu.

Un tieši par darba ātrumu es šē arī gribēju runāt. Šis jautājums pie mums nav vēl pareizi atrisināts. Mūsu laukos nav mazāk darba darītāju, kā, par piemēru, ļoti radniecīgajā valstī — Danijā. Bet tanī pat laikā Danija spēj apkopt 4 reiz lielāku ganampulku, 5 reiz vairāk cūku, izaudzēt vairāk labības. Kā tas ir iespējams? Atbilde ir ļoti vienkārša. — Darba ritms, ātrums tur daudz lielāks, nekā pie mums. Un ja mēs tagad runājam par to, ka lauksaimniecības pacelšanai tagad jāiet uz augšu nevis ar cenu politikas palīdzību, ar lauksaimniecības ražojumu sadārdzināšanu, bet gan ar ražojumu daudzuma pacelšanu un kvalitātes uzlabošanu, tad pats par sevi rodas jautājums par lielāku darba ātrumu un veiksmes panākšanu.

Kā lai to izdara? Vai ir iespējams likt lauku cilvēkiem vēl smagāk strādāt, vai iespējams darba stundas vēl garākas padarīt? Nevienš taču mēs tā nedomājam. Tagadējais stāvoklis nepielauj vēl smagāku darbu uzvelšanu darba darītājiem. Darba ražības celšana panākama ar citiem līdzekļiem.

Pirmais no šādiem līdzekļiem ir saimnieka prāts, izdoma un pieskaņošanās spēja šo laiku apstākļiem. Rūpes par laukstrādnieku jautājumu nav nekas jauns. Mēs dzirdējam no Valsts Prezidenta kunga, ka šis jautājums jau pacēlies pagājušā gadu simta 70. gados. Kāds lauksaimnieks no Dobeles apkārtnes jau tad Māteru Jura vadītājā „Baltijas Zemkopī“ sūdzējies par strādnieku trūkumu. Šis jautājums, tā tad, jau tepat 70 gadus vecs, un tagad tādēļ varam to daudz mierīgāki apsvērt un daudz augstasinīgāki tam pieiet klāt.

Mums jānāca lauksaimnieki, sevišķi jaunie, kuri jūsu vadībā sagatavojas darbam, ka darba veikšanai ir nepieciešamas trīs

lietas: vispirms rokas, tad tālāk prāts, kas vienmēr mūsu lauksaimniekus viņu darbā pavadijis un palīdzējis dažādu jautājumu atrisināšanā, un treškārt — kas jāieliek ne tikai mūsu lauku, bet arī pilsētu jaunatnes pārliecībā, sirdī un prātā — ka aiz visiem darbiem stāv lauksaimniecības darbs, padarīts lauksaimniecības darbs. Visiem lauku darbiem jātop padarītiem — visiem tūriem jātop apkoptiem, visiem lopiem jābaroti. Citādi tas nav iespējams. Un šo darbu rodas arvien vairāk, jo jāapmierina visas pieaugošās kulturalās prasības, Virsvadonis māca nevis nodzēst pilsētu spuldzes, lai tās pelēkās paliktu un aturētu cilvēku plūdumu no laukiem pilsētās, bet gan laukos iedegt pēc iespējas vairāk jaunu spuldžu, kas padarītu lauku dzīvi bagātāku un to pašu mērķi vēl labāk sasniegtu. Lai to varētu izdarīt, vajaga arvien lielāku ienākumu un tādēļ lauksaimniecība jāceļ uz augšu. Mēs dzirdējam arī no Prezidenta, ka 50% ražas pacēlums vairs nav aiz kalniem. Sviesta eksportā mēs šī gada 7 mēnešos tepat jau 30% ražas pieaugumu esam panākuši. Laukkopībā ražošana šogad neizdevīgās ziemas dēļ nevar skatīties uz tik lieliem panākumiem, bet kur paši saimnieki vairāk prāta pielikuši, kodinot izsējamo sēklu, tur raža arī šogad bijusi laba un sola 20—30% pieauguma. Un tad mēs dzirdējam, ka tie 50% arī vēl nav galīgais skaits, pie kura mēs varēsim palikt. Jau patreiz mūsu saimniecību skaitā dažas ir tādas, kuras ražu salīdzinājumā var nolikt blakus lauksaimniecības tehnikā vistālāk gājušām Eiropas valstīm un dod 2,5—3 tonnas no hektāra. Bet tanī pašā laikā mums ir saimniecības — un arī šogad izbraucienā pa Vidzemi, sekojot Prezidenta kunga laipnam uzaicinājumam, man bija izdevība par to pārliecināties — kuras tikpat kā nekā ne-

Article 120.

Echantillons. Annotations autorisées.

Il est permis d'indiquer à la main ou par un procédé mécanique, à l'extérieur ou à l'intérieur des envois d'échantillons, les nom, qualité, profession, raison sociale et adresse de l'expéditeur et du destinataire ainsi que la date d'expédition, la signature, le numéro d'appel au téléphone, l'adresse et le code télégraphiques, le compte courant postal ou bancaire de l'expéditeur, une marque de fabrique ou de marchand, des numéros d'ordre, des prix et toutes autres annotations représentant des éléments constitutifs des prix, des indications relatives au poids, au métrage et à la dimension ainsi qu'à la quantité disponible et celles qui sont nécessaires pour préciser la provenance et la nature de la marchandise.

Article 121.

Echantillons. Conditionnement des envois.

1. Les échantillons de marchandises doivent être placés dans des sacs, des boîtes ou des enveloppes mobiles.

2. Les objets en verre ou autres matières fragiles, les envois de liquides, huiles, corps gras, poudres sèches, colorantes ou non, ainsi que les envois d'abeilles vivantes, de sangsues et de graines de vers à soie sont admis au transport comme échantillons de marchandises, pourvu qu'ils soient conditionnés de la manière suivante:

- les objets en verre ou autres matières fragiles doivent être emballés solidement (boîtes en métal, en bois ou en carton ondulé de qualité solide), de manière à prévenir tout danger pour les agents et les correspondances;
- des liquides, huiles et corps facilement liquéfiables doivent être insérés dans des récipients hermétiquement fermés. Chaque récipient doit être placé dans une boîte spéciale en métal, en bois résistant ou en carton ondulé de qualité solide garnie de sciure de bois, de coton ou de matière spongieuse en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de bris du récipient. Le couvercle de la boîte doit être fixé de manière qu'il ne puisse se détacher facilement;
- les corps gras difficilement liquéfiables, tels que les onguents, le savon mou, les résines, etc., ainsi que les graines de vers à soie, dont le transport offre moins d'inconvénients, doivent être enfermés sous une première enveloppe (boîte, sac en toile, parchemin, etc.), placée elle-même dans une seconde boîte en bois, en métal ou en cuir fort et épais;
- les poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages. Les poudres sèches non colorantes doivent être placées dans des boîtes en métal, en bois ou en carton; ces boîtes doivent être elles-mêmes enfermées dans un sac en toile ou en parchemin;
- les abeilles vivantes et les sangsues doivent être enfermées dans des boîtes disposées de façon à éviter tout danger.

3. Les objets qui se gâteraient s'ils étaient emballés d'après les règles générales peuvent, exceptionnellement, être admis sous un emballage hermétiquement fermé. Dans ce cas, les Administrations intéressées peuvent exiger que l'expéditeur ou le destinataire facilite la vérification du contenu, soit en ouvrant quelques-uns des envois désignés par elles, soit d'une autre manière satisfaisante.

4. Il n'est pas exigé d'emballage pour les objets d'une seule pièce, tels que pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer.

5. L'adresse du destinataire doit être indiquée, autant que possible, sur l'emballage ou sur l'objet lui-même. Si l'emballage ou l'objet ne se prête pas à l'inscription de l'adresse et des indications de service ou à l'application des timbres-poste, il doit être fait usage d'une étiquette volante, de préférence en parchemin, attachée solidement. Il en est de même lorsque le timbrage est susceptible de provoquer la détérioration de l'envoi.

Article 122.

Objets assimilés aux échantillons.

Sont admis au tarif des échantillons: les clichés d'imprimerie, les clefs isolées, les fleurs fraîches coupées, les objets d'histoire naturelle (animaux et plantes séchés ou conservés, spécimens géologiques, etc.), tubes de sérum ou de vaccin et objets pathologiques rendus inoffensifs par leur mode de préparation et d'emballage. Ces objets, à l'exception des tubes de sérum et de vaccin expédiés dans un intérêt général par les

ražo. Un taisni šajās saimniecībās, kas neseko nekādiem aizrādījumiem un darbus dara pēc tēvu tēvu novērojumiem, ir caurmēra ražu celšanas atslēga. Mēs nekad nedrīkstam apmierināties, ka tikai 5 vai 10 tūkstoš saimniecībās ir labas, augstas ražas — visās 270.000 saimniecībās vajaga būt apmierinošas ražas, un tikai ar to mēs celsim kopējo labklājību.

Ir jāpriecejas par ikvienu saimniecību, kas no zema attīstības līmeņa virzas uz augšu. Lai mēs par to varētu priecāties arī turpmāk, ir jāpiegriež vērība, runājot par mazpulku darbu, lai jūs piepalīdzētu vienā otrā saimniecībā viņas darbā, sniegtot, kaut arī ļoti uzmanīgi, dažus jaunus ierosinājumus un līdz ar to piesaistot šīs saimniecības kopējai lietai — uz priekšu iešanas darbam. Visiem mūsu darbiniekiem, mazpulkiem, lauksaimniecības kamerai un Zemkopības ministrijai turpmākā laikā taisni šī saimniecībām ir jāpiegriež pie-nācīgā vērība un jāmēģina darīt visu iespējamo, lai caurmēra lauksaimniecība pie-klautos jaunajam, augstajam līmenim, kas vienāds ar mūsu rietumu kaimiņu ražām.

Ar kādiem līdzekļiem mēs viņus dabūsim uz priekšu? Pats pirmais ir pašā saimnieka griba iet uz augšu. Nevienš pabalsts, neviena mašina un nevienš mēlošanas līdzeklis nevarēs nekā panākt, ja pašam saimniekam nebūs dziņa būt labākam, nekā viņa kaimiņam. Visi aicinājumi paliks tikai „saucēja balss tukšnesī”, paliks tikai izrunāšanās, ja saimnieka pašā nebūs šī dziņa un iedvesme. Bet es vēlreiz gribu atgādināt, ka jums ļoti uzmanīgi jāpieiet pie objekta, kuram gribat palīdzēt, neaizvainojot viņa patmīlību, progresivitātes saprašanu. Grūts ir šis uzdevums. Mūsu saimniecības ir ļoti individualas, un tādēļ katrai vajadzīga īpatnēja pieeja.

Runājot par tehnikas pielietošanu lauksaimniecībā, man nāk prātā kāds runātājs

— lauksaimnieks Bauskas sēšanas svētkos, kurš aicināja jaunatni darīt visu ar tulznainām rokām, lai mūsu zeme būtu labi apkopta un auglīga. Šis aicinājums pats par sevi ir ļoti jauks. Bet man vēl labāk patīktu, ja mēs visus darbus varētu padarīt bez tulznām. Darbā nav vajadzīgas tikai tulznainas rokas, bet vajadzīgs prāts un zināšanas. Priekš kam tad ir mūsu augstskola, ja tajā gūtas zināšanas neieliekam sava darba atvieglošanai. Mēs esam ļoti konservatīvi, dzīvojam vecās tradīcijās. Ieradums ir visstiprākais instinkts, kas zemkopjus tura savās rokās. Bet tam tā ir jāpaliek, jo tas pasargā zemkopjus no dažādām nelaimēm, no ārējiem iespaidiem, kas nelauj nevienam citam zemei pieskarties. Visi lielie zemes īpašnieki pazaudēja savas zemes, kā to no vēstures atceramies, tādēļ, ka viņiem bija zudis šis instinkts. Mums ir jāpriecejas, ka mūsu saimnieki dzīvo sava veselīgā ieraduma instinkta varā, bet mums vispārības interešu labā šis instinkts jāsamierina ar domu, jauno lauku tehniku palīgā ņemt.

Tehnika mums ir palīgā jāņem. Viegli iedomāties stāvokli, ja tie lielie labības daudzumi, kādus tagad ražojam, būtu jāizkult gēdām ierīcēm — ar ģepelēm vai tamlīdzīgām ierīcēm, par sitamiem rīkiem nemaz nerunājot. Visa ziema tad būtu aizņemta un par kādām sanāksmēm un sabiedriskiem pasākumiem nevarētu būt runa. Zināms, ne jau katra saimniecība var tikt pie mašīnām un ne visur tās pielietojamas. Nevar strādāt ar plaušējēju, kur zeme sadalīta mazos gabaliņos. Runājot par Latgali, kur mašīnu jautājums vissliktāk nostādīts, gribu atzīmēt, ka mēs atradīsim ceļu, kā arī Latgales lauksaimniekus piesaistīt pie labām mašīnām. Mēs Latgalei palīdzēsim tikt pie mašīnām. Prezidenta kungs teica, ka ir iegādāti 20 jauni salmu krāvēji, kas padarīs kulšanas darbu uz pusi lētāku.

laboratoires ou institutions officiellement reconnus, ne peuvent être envoyés dans un but commercial. Leur emballage doit être conforme aux prescriptions générales concernant les échantillons de marchandises.

Article 123.

Objets groupés.

1. La réunion dans un seul envoi d'objets de correspondance de catégories différentes est limitée aux papiers d'affaires, aux imprimés, à l'exception des impressions en relief à l'usage des aveugles, et aux échantillons de marchandises, sous réserve:

- que chaque objet pris isolément ne dépasse pas les limites qui lui sont applicables quant au poids et aux dimensions;
- que le poids total ne dépasse pas 2 kilogrammes par envoi;
- que la taxe payée soit au moins la taxe minimum des papiers d'affaires si l'envoi contient des papiers d'affaires, et la taxe minimum des échantillons s'il se compose d'imprimés et d'échantillons.

2. Ces dispositions ne sont applicables qu'aux objets soumis à la même taxe unitaire. Lorsqu'une Administration constate la réunion dans un même envoi d'objets passibles de taxes différentes, cet envoi est frappé pour son poids total de la taxe afférente à la catégorie dont le tarif est le plus élevé.

Article 124.

Petits paquets.

1. Les petits paquets sont soumis aux dispositions prescrites pour les échantillons de marchandises en ce qui concerne le conditionnement et l'emballage.

2. Il est permis d'y insérer une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives, ainsi qu'une simple copie de la suscription de l'objet avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

3. Les nom et adresse des expéditeurs doivent figurer à l'extérieur des envois.

TITRE III.

Envois recommandés. Avis de réception.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 125.

Envois recommandés.

1. Les envois recommandés doivent porter au recto l'en-tête très apparent „Recommandé” ou une mention analogue dans la langue du pays d'origine.

Sauf les exceptions ci-après, aucune condition spéciale de forme, de fermeture ou de libellé de l'adresse n'est exigée pour ces envois.

2. Les objets de correspondance qui portent une adresse écrite au crayon ou constituée par des initiales ne sont pas admis à la recommandation.

Toutefois, l'adresse des envois autres que ceux qui sont expédiés sous enveloppe à panneau transparent peut être écrite au crayon-encre.

3. Les envois recommandés doivent être revêtus, à l'angle gauche supérieur de la suscription, d'une étiquette conforme au modèle C 4 ci-annexé, avec l'indication en caractères latins de la lettre „R”, du nom du bureau d'origine et du numéro d'ordre de l'envoi.

Toutefois, il est permis aux Administrations dont le régime intérieur s'oppose actuellement à l'emploi des étiquettes d'ajourner la mise à exécution de cette mesure et d'employer pour la désignation des envois recommandés des timbres „Recommandé” ou „R”, à côté desquels doivent figurer l'indication du bureau d'origine et celle du numéro d'ordre. Ces timbres doivent être apposés également à l'angle gauche supérieur de la suscription.

4. Aucun numéro d'ordre ne doit être porté au recto des objets recommandés par les Administrations intermédiaires.

Article 126.

Avis de réception.

1. Les envois dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter, au recto, l'annotation très apparente „Avis de réception” ou l'empreinte d'un timbre „A. R.”.

2. Ils sont accompagnés d'une formule de la consistance d'une carte postale, de couleur rouge clair, conforme au modèle C 5 ci-annexé; cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau à désigner par l'Administration expéditrice

Varbūt mums drīz radīsies arī automatiskie iekšā laidēji un varēsīm kult ar 4—5 cilvēkiem tagadējo 14—15 vietā.

Mums nevajaga tulznainas rokas un līkas muguras, mums vajaga aicināt cilvēkus ar prātu izmantot to, kas viņiem priekšā nolikts. Lai varētu pirkt plaušmašīnas, tad vispirms ir jāuzlabo tūrumi, jānovāc visi akmeņi. Mēs maksājam labu cenu par tiem akmeņiem, ko lauksaimnieki novāc no saviem tūrumiem — 25—30 latas par kubikasi. Mēs esam akmeņus nopirkuši jau par 70.000 latiem un saņemam vēstules no citiem rajoniem, kur arī grib akmeņus novākt. Tā mēs redzam, ka atsaucība ir un tādēļ mūsu darbam nav jāapsīkst. Ja rodas arī viena otra neveiksme, tad tādēļ nevajaga apstāties, tas nenozīmē, ka mūs negribētu uzskatīt. Arī dažādu neveiksmju nospiestie cilvēki beigu beigās var izrādīties par vislabākajiem aicinājumu un mācību pildītājiem, ja vien mēs pratīsim viņu darbam piegriezt vajadzīgo uzmanību.

Kameras priekšsēdētājs jau minēja, ka jūs dzīve turpmāk virzīsies uz priekšu 100 rajonos. Jūs esiet ielikti par rajonu vecākiem, lai pie jums varētu griezties jaunākie mazpulku dalībnieki un priekšnieki un saņemtu vienu otru norādījumu gadijums, kad nav sasniedzams inspektors, tāpat arī vispārī, lai jūs darbs varētu tikt saskaņoti vests. Es no savas puses šo jauno iestādījumu varu no visas sirds apsveikt, jo tas atkal par jaunu jūs pamudinās tik labi un svētīgi ievadīto darbu vēl labāk izveidot un padarīt viengabalaināku. Man nav jūs priekšā jāsaprot, ko mēs un arī jūs Virsvadonis sagaidām no jūsu darba. Jūsu sveiciens — augsim Latvijai — nav tukšs vārds. Jums jāaug drūvam, jums jāaug zemes darbam. Jums ne tikai pašiem jāaug, bet arī citi uz to jāmadina. Pāri jums uz zemes darbu visi tagad skatas ar cieņu un

mīlestību sirdi. Ja arī aicinājums pilsētniekiem iet palīgā lauku darbos nav materiāli lielas vērtības radijs, tad morāli toties milzīga. Ikvienu darba laba veikšana ir atkarīga no tā, ka darītājs to uzskata par visaugstāko un vislabāko darbu.

Mans koleģis finansu ministris nesēn kādā izbraukumā uz mūsu kļieģelrūpniecības apskati Tūjā teica, ka nav lieli un mazi darbi; visi darbi, kuriem ir mērķtiecīgs uzdevums, ir lieli. To arī Valsts Prezidents Dr Kārlis Ulmanis neskaitāmas reizes visā savā 40 un vairāk gadu ilgajā darbā ir pateicis. Kas ar katru gadu taisnāku un labāku vagu izdzen — ir savu pienākumu izpildījis. Tāpat arī jums šis uzdevums arvienu ir bijis skaidrs. Jūs ar katru gadu esiet netikai gribējuši savu vagu taisnāku izdzīt, bet arī to izdzinuši. Tādēļ arī mēs uz jūsu darbu skatāmies ar lielu cieņību un gaidām, ka tas netikai radīs cilvēkus, kas aicinās un palīdzēs kopt Latvijas laukus un plāvas, bet kas latviešu sirdis, sabiedrisko dzīvi, politiku un latviešu valsti stipru un mūžīgu padaris. To mēs visi no jums gaidām, bet visvairāk jūs Virsvadonis. Un tādēļ jums jāmaņa pavēles izpildīt ikviens jaunais cilvēks, kas pats grib kādreiz pavēlēt. Katra pavēles izpildīšana tā, kā tā dota, jau nozīmē sasniedzamo, ja arī sekmes nav bijušas tādas, kā gaidīja. Tāds ir tas lielais un mērķtiecīgais darbs, kas ved uz augšu lauksaimniecības labklājību un arī visas tautas stiprumu un labklājību; kas pāri mūsu ikdienas, atsevišķo cilvēku darbam ved uz lielo, kopējo valsts darbu.

Es vēlreiz gribu jums atgādināt, lai jūs lasītu Valsts Prezidenta un jūsu Virsvadoņa divas dienas atpakaļ turēto runu, kur jūs saņemsiet pamācošus norādījumus turpmākajam darbam. Tiem sekojot, mēs iesim uz to, kas mūsu valsti un mūsu labklājību padaris stipru un mūžīgu. LTA.

et réunie à l'objet extérieurement et d'une manière solide. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination renvoie la formule C 5, dûment remplie, dans le courrier ordinaire, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur de l'objet.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans les délais voulus, il est procédé conformément aux règles tracées à l'article 127 ci-après. Dans ce cas, il n'est pas perçu une deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule C 5 la mention „Duplicata de l'avis de réception, etc.“.

Article 127.

Avis de réception demandé postérieurement au dépôt.

1. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt de l'envoi, le bureau d'origine remplit une formule C 5.

La formule C 5 est attachée à une réclamation C 13 mentionnée à l'article 151 ci-après; cette réclamation, après avoir été revêtue d'un timbre-poste représentant la taxe due, est traitée selon les prescriptions dudit article 151, sauf que, en cas de distribution régulière de l'envoi, le bureau de destination retire la formule C 13 et renvoie la formule C 5 à l'origine de la manière prescrite à l'article 126, § 3.

2. Les dispositions particulières adoptées par les Administrations en vertu de l'article 151 ci-après, pour la transmission des réclamations d'envois recommandés, sont applicables aux demandes d'avis de réception formulées postérieurement au dépôt.

TITRE IV.

Envois contre remboursement.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 128.

Indications à porter sur l'envoi.

1. Les envois recommandés grevés de remboursement doivent porter recto, d'une manière très apparente, l'en-tête „Remboursement“, suivi de l'indication du montant du remboursement en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes, sans ratures ni surcharges, même approuvées.

2. L'expéditeur doit indiquer au recto de l'envoi son nom et son adresse en caractères latins. Lorsque le montant encaissé est à verser en compte courant postal dans le pays de destination ou d'origine, l'envoi doit porter, en outre, du côté de la suscription, l'annotation suivante libellée en français ou dans une autre langue connue dans le pays de destination:

„A porter au crédit du compte courant postal No... de M..... à..... tenu par le bureau de chèques d.....“.

Article 129.

Étiquette.

Les envois contre remboursement doivent être revêtus, au recto, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle C 6 ci-annexé. L'étiquette modèle C 4 prévue par l'article 125, § 3, ou l'empreinte du timbre spécial en tenant lieu doit être appliquée autant que possible à l'angle supérieur de l'étiquette modèle C 6.

Toutefois, il est loisible aux Administrations de faire usage, au lieu des deux étiquettes prévues à l'alinéa précédent, d'une seule étiquette conforme au modèle C 7 ci-annexé, portant en caractères latins le nom du bureau d'origine, la lettre R, le numéro d'ordre de l'envoi et un triangle de couleur orange où figure le mot „Remboursement“.

Article 130.

Mandat de remboursement.

Sauf le cas prévu à l'article 131 ci-après, tout envoi contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement en carton résistant, de couleur vert clair, conforme au modèle C 8 ci-annexé. Cette formule doit, en règle générale, indiquer l'expéditeur de l'envoi comme bénéficiaire du mandat. Lorsque le règlement de l'Administration d'origine le permet, l'expéditeur a la faculté de mentionner sur ce titre, au lieu et place de son adresse, le titulaire et le numéro d'un compte courant postal tenu dans le pays d'origine ainsi que le bureau qui tient ce compte. Chaque Administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des envois ou à d'autres de ses bureaux les mandats afférents aux envois originaires de son service.

Le mandat est réuni d'une manière solide à l'objet auquel il se rapporte.

Article 131.

Versement en compte courant postal dans le pays de destination de l'envoi.

Tout envoi dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination est accompagné, sauf arrangement contraire, d'un bulletin de versement conforme à la formule prescrite dans le service intérieur de ce pays. Le bulletin doit désigner le titulaire du compte à créditer et contenir toutes les autres indications que comporte le texte de la formule, à l'exception du montant à créditer qui sera inscrit par l'Administration de destination après encaissement du montant du remboursement. Si le bulletin de versement est pourvu d'un coupon, l'expéditeur y mentionne son nom et son adresse ainsi que les autres indications qu'il juge nécessaires. Le bulletin de versement est réuni solidement à l'objet.

Article 132.

Conversion du montant du remboursement.

Sauf entente contraire, le montant du remboursement exprimé dans la monnaie du pays d'origine de l'envoi est converti en monnaie du pays destinataire par les soins de l'Administration de ce pays, qui se sert du taux de conversion dont elle fait usage pour les mandats de poste à destination du pays d'origine des envois.

Article 133.

Divergence entre les indications du montant du remboursement.

En cas de divergence entre les indications du montant du remboursement figurant sur l'envoi et sur le mandat, la somme la plus élevée doit être encaissée sur le destinataire.

Si celui-ci refuse de verser cette somme, l'envoi peut être livré, sauf l'exception prévue ci-après, contre paiement de la somme inférieure, mais sous réserve qu'un paiement complémentaire sera effectué, s'il y a lieu, dès réception des renseignements qui seront fournis par l'Administration expéditrice. Si le destinataire n'accepte pas cette condition, il est sursis à la livraison de l'envoi.

Dans tous les cas, une demande de renseignements est transmise immédiatement à l'Administration expéditrice qui doit y répondre, dans le plus court délai possible, en précisant le montant exact du remboursement et en appliquant, le cas échéant, les prescriptions de l'article 135, § 2, ci-après.

Lorsque le destinataire est de passage ou doit s'absenter, le paiement de la somme la plus élevée est toujours exigé. En cas de refus, l'envoi n'est livré qu'à la réception de la réponse à la demande de renseignements.

Article 134.

Délai de paiement.

Le montant du remboursement doit être payé dans un délai de sept jours à compter du lendemain de l'arrivée de l'envoi au bureau destinataire. Ce délai peut être porté à un mois au maximum lorsque la législation interne du pays de destination l'exige. A l'expiration du délai de garde, l'objet est renvoyé au bureau d'origine. L'expéditeur peut toutefois demander, par une annotation, le retour immédiat de l'objet au cas où le destinataire ne payerait pas le montant du remboursement lors de la première présentation. Le renvoi immédiat a également lieu si le destinataire, lors de la présentation, a formellement refusé tout paiement.

Article 135.

Réduction ou annulation du remboursement.

1. Les demandes d'annulation ou de réduction du montant du remboursement sont soumises aux règles et formalités prescrites par l'article 148 ci-après.

S'il s'agit d'une demande télégraphique, celle-ci doit être confirmée, par le premier courrier, par une demande postale accompagnée du facsimilé dont il est question à l'article 148, § 1, ci-après, et portant en tête l'annotation soulignée au crayon de couleur „Confirmation de la demande télégraphique du...“.

Dans ce cas, le bureau destinataire se borne à retenir l'envoi, à la réception du télégramme, et attend la confirmation postale pour faire droit à la demande.

Toutefois, l'Administration destinataire peut, sous sa propre responsabilité, donner suite à une demande télégraphique sans attendre cette confirmation.

2. Excepté le cas prévu à l'article 131, toute demande par voie postale de réduction du montant du remboursement doit être accompagnée d'une nouvelle formule de mandat de remboursement indiquant le montant rectifié.

Lorsqu'il s'agit d'une demande par voie télégraphique, le mandat de remboursement doit être remplacé par le bureau destinataire dans les conditions déterminées par l'article 138 ci-après.

Article 136.

Réexpédition.

Les envois recommandés grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec celui d'origine, le service des envois de cette catégorie. Dans ce cas, les envois sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le service d'origine. L'Administration de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les envois lui avaient été expédiés directement.

Les envois dont le montant encaissé doit être versé en compte courant postal dans le pays de destination primitif ne peuvent être réexpédiés.

Article 137.

Emission du mandat de remboursement ou du bulletin de versement.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'Administration destinataire, remplit la partie „Indications de service“ du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, le renvoie sans taxe à l'adresse indiquée.

Lorsqu'une demande de renseignements sur le montant exact du remboursement a été adressée à l'Administration d'origine, il est sursis à l'envoi du mandat jusqu'à la réception de la réponse.

Les bulletins de versement des envois contre remboursement, dont le montant doit être porté à un compte courant postal dans le pays de destination, sont traités d'après le régime intérieur des chèques et virements postaux de ce pays.

Article 138.

Annulation ou remplacement des formules de mandats de remboursement ou de bulletins de versement.

1. Les formules de mandats de remboursement qui deviennent inutilisables pour cause de divergence entre les indications du montant du remboursement ou par suite d'annulation ou de réduction du montant, de même que les formules de bulletins de versement devenues inutilisables en cas d'annulation du montant du remboursement, sont détruites par les soins de l'Administration destinataire des envois.

2. Les formules afférentes aux envois grevés de remboursement qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulées par les soins de l'Administration qui effectue le renvoi.

3. Lorsque les formules afférentes aux envois grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du montant du remboursement, le bureau destinataire en établit des duplicata sur formule C 8 ou sur formule de bulletin de versement, selon le cas.

Article 139.

Mandats de remboursement non délivrés ou non encaissés.

Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires sont, après avoir été éventuellement soumis à la formalité du visa pour date, quittancés par l'Administration d'origine des envois que ces titres concernent et portés en compte à l'Administration qui les a émis.

Il en est de même des mandats de remboursement qui ont été remis aux ayants droit, mais dont le montant n'a pas été encaissé. Toutefois, ces titres doivent, au préalable, être remplacés par des autorisations de paiement dressées par l'Administration d'origine des mandats.

Article 140.

Décompte des mandats de remboursement.

1. Sauf entente contraire, le décompte relatif aux mandats de remboursement payés est établi sur formule conforme au modèle C 9 ci-annexé et joint au compte mensuel des mandats de poste.

2. Dans ce compte particulier, qui est accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et suivant l'ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. L'Administration qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance le montant des taxes et droits revenant à l'Administration correspondante, conformément à l'article 73 de la Convention.

3. Le solde du compte C 9 est ajouté, autant que possible, à celui du compte mensuel des mandats de poste établi pour la même période. La vérification et la liquidation de ces comptes sont effectuées selon les règles fixées par l'Arrangement et le Règlement des mandats de poste.

TITRE V.

Opérations au départ et à l'arrivée.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 141.

Application du timbre à date.

1. Les correspondances sont frappées au recto par le bureau d'origine d'un timbre indiquant, autant que possible en caractères latins, le lieu d'origine et la date du dépôt à la poste.

Dans les localités pourvues de plusieurs bureaux de poste, le timbre doit indiquer quel est le bureau de dépôt.

L'application du timbre prévu aux alinéas précédents n'est pas obligatoire pour les correspondances affranchies au moyen d'empreintes de machines à affranchir si l'indication du lieu d'origine et de la date du dépôt à la poste figure dans ces empreintes. L'application du timbre dont il s'agit n'est pas non plus exigée pour les objets à tarif réduit non recommandés, à condition que le lieu d'origine soit indiqué sur ces envois.

2. Tous les timbres-poste valables doivent être oblitérés.

Les timbres-poste non oblitérés par suite d'erreur ou d'omission dans le service d'origine doivent être biffés d'un fort trait ou annulés d'une autre manière par le bureau qui constate l'irrégularité, mais ils ne sont pas frappés du timbre à date.

3. Les correspondances mal dirigées doivent être frappées de l'empreinte du timbre à date du bureau auquel elles sont parvenues par erreur. Cette obligation incombe non seulement aux bureaux sédentaires, mais aussi aux bureaux ambulants, dans la mesure du possible.

4. Le timbrage des correspondances déposé sur les navires incombe à l'agent des postes ou à l'officier du bord chargé du service ou, à leur défaut, au bureau de poste de l'escale auquel ces correspondances sont livrées à découvert. Dans ce cas, le bureau les frappe de son timbre à date et y appose la mention „Navire“, „Paquebot“ ou toute autre analogue.

Article 142.

Envois exprès.

Les envois à remettre par exprès sont pourvus, autant que possible à côté de l'indication du lieu de destination, d'une étiquette imprimée, de couleur rouge foncé, portant en gros caractères le mot „Exprès“.

Article 143.

Envois non affranchis ou insuffisamment affranchis.

1. Les correspondances pour lesquelles une taxe quelconque doit être perçue postérieurement au dépôt, soit sur le destinataire, soit sur l'expéditeur, en cas de mise en rebut, sont frappées du timbre T (taxe à payer) à l'angle droit supérieur du recto; l'indication en francs et centimes du montant à percevoir est inscrite en chiffres très lisibles, à côté de ce timbre.

2. L'application du timbre T ainsi que l'indication du montant à percevoir incombent à l'Administration d'origine ou, en cas de réexpédition ou de mise en rebut, à l'Administration réexpéditrice.

Toutefois, s'il s'agit d'envois provenant de pays qui appliquent des taxes réduites dans les relations avec l'Administration réexpéditrice, le montant à percevoir est indiqué par l'Administration qui effectue la distribution.

3. L'Administration de distribution frappe l'envoi de la taxe à percevoir.

4. Tout envoi ne portant pas le timbre T est considéré comme dûment affranchi et traité en conséquence, sauf erreur évidente.

5. Il n'est pas tenu compte des timbres-poste et des empreintes d'affranchissement non valables pour l'affranchissement. Dans ce cas, le chiffre zéro (0) est placé à côté de ces timbres-poste ou de ces empreintes, qui doivent être encadrés au crayon.

Article 144.

Renvoi des bulletins d'affranchissement.

Récupération des droits avancés.

1. Après la livraison au destinataire d'un envoi franc de droits, le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur complète, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmet ce dernier, accompagné des pièces justificatives, au bureau d'origine de l'envoi; cette transmission a lieu sous enveloppe fermée, sans indication du contenu.

Toutefois, chaque Administration a le droit de faire effectuer, par des bureaux spécialement désignés, le renvoi des bulletins d'affranchissement grevés de frais et de demander que les bulletins soient transmis à un bureau déterminé.

Le nom du bureau auquel les bulletins doivent être renvoyés est inscrit, dans tous les cas, par le bureau expéditeur de l'envoi au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un envoi qui porte l'étiquette „Franc de droits“ parvient au service destinataire sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin sur lequel il mentionne le nom du pays d'origine et, autant que possible, la date du dépôt de l'envoi.

Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison de l'envoi, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux envois qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine doivent être annulés par les soins de l'Administration destinataire.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par le service destinataire, l'Administration d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon latéral. Après avoir recouvré le montant des frais, le bureau d'origine remet à l'expéditeur le coupon du bulletin et, le cas échéant, les pièces justificatives.

Article 145.

Envois réexpédiés.

1. Les correspondances adressées à des destinataires ayant changé de résidence sont considérées comme adressées directement du lieu d'origine au lieu de la nouvelle destination.

2. Les envois non ou insuffisamment affranchis pour leur premier parcours sont frappés de la taxe qui leur aurait été appliquée s'ils avaient été adressés directement du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.

3. Les envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours, et dont le complément de taxe afférent au parcours ultérieur n'a pas été acquitté avant leur réexpédition, sont frappés d'une taxe égale à la différence entre le prix d'affranchissement déjà acquitté et celui qui aurait été perçu si les envois avaient été expédiés primitivement sur leur nouvelle destination.

4. Les envois primitivement adressés à l'intérieur d'un pays et dûment affranchis selon le régime intérieur sont considérés comme des envois régulièrement affranchis pour leur premier parcours.

5. Les envois ayant circulé primitivement en franchise postale dans l'intérieur d'un pays sont frappés de la taxe qu'ils auraient dû acquitter s'ils avaient été adressés directement du point d'origine au lieu de la destination nouvelle.

6. Lors de la réexpédition, le bureau réexpéditeur applique, dans tous les cas, son timbre à date au recto des lettres et des cartes postales.

7. Les correspondances ordinaires ou recommandées qui sont renvoyées aux expéditeurs pour qu'ils en complètent ou en rectifient l'adresse, ne sont pas considérées, lors de leur remise dans le service, comme des correspondances réexpédiées; elles sont traitées comme de nouveaux envois et deviennent, par suite, passibles d'une nouvelle taxe.

8. Les droits de douane et les autres droits non postaux dont l'annulation n'a pu être obtenue à la réexpédition ou au renvoi à l'origine (article 147 ci-après) sont recouverts, par voie de remboursement, sur l'Administration de la nouvelle destination. Dans ce cas, l'Administration de la destination primitive joint à l'envoi une note explicative et un mandat de remboursement (modèle C 8).

Si le service de remboursement n'existe pas dans les relations entre les Administrations intéressées, les droits en cause sont recouverts par voie de correspondance.

9. Dans le cas où l'essai de remise d'un objet exprès à domicile par un porteur spécial est resté infructueux, le bureau réexpéditeur doit biffer l'étiquette ou la mention „Exprès“ par deux forts traits transversaux.

Article 146.

Enveloppes de réexpédition et enveloppes collectrices.

1. Les objets de correspondance ordinaires à réexpédier à une même personne ayant changé de résidence peuvent être insérés dans des enveloppes spéciales conformes au modèle C 10 ci-annexé, fournies par les Administrations et sur lesquelles doivent seuls être inscrits le nom et la nouvelle adresse du destinataires.

2. Il ne peut être inséré dans ces enveloppes des envois à soumettre au contrôle douanier, ni des objets dont la forme, le volume et le poids risqueraient d'occasionner des déchirures; le poids global d'une enveloppe et de son contenu ne doit en aucun cas dépasser 500 grammes.

3. L'enveloppe doit être présentée ouverte au bureau réexpéditeur pour lui permettre de percevoir, s'il y a lieu, les compléments de taxe dont les objets qu'elle contient pourraient être passibles ou d'indiquer sur ces objets la taxe à percevoir à l'arrivée, lorsque le complément d'affranchissement n'est pas acquitté. Après vérification, le bureau réexpéditeur ferme l'enveloppe et y applique, le cas échéant, le timbre T avec l'indication, en francs et centimes, du montant total des taxes à percevoir.

4. A l'arrivée à destination, l'enveloppe peut être ouverte et son contenu vérifié par le bureau distributeur, qui perçoit, s'il y a lieu, les compléments de taxe non acquittés.

5. Les objets de correspondance ordinaires adressés, soit aux marins et passagers embarqués sur un même navire, soit à des personnes prenant part en commun à un voyage, peuvent être traités également d'après les dispositions des §§ 1 à 4. Dans ce cas, les enveloppes collectrices doivent être revêtues de l'adresse du navire, de l'agence de navigation ou de voyage, etc., à qui elles doivent être remises.

Article 147.

Envois tombés en rebut.

1. Avant de renvoyer à l'Administration d'origine les correspondances non distribuées pour un motif quelconque, le bureau de destination doit indiquer d'une manière claire et concise, en langue française, au verso de ces objets, la cause de la non-remise sous la forme suivante: inconnu, refusé, en voyage, parti, non réclamé, décédé, etc. En ce qui concerne les cartes postales et les imprimés sous forme de cartes, la cause de la non-remise est indiquée sur la moitié droit du recto.

Cette indication est fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Chaque Administration a la faculté d'ajouter la traduction, dans sa propre langue, de la cause de la non-remise et les autres indications qui lui conviennent.

Le bureau de destination doit biffer les indications de lieu qui le concernent et porter au recto de l'objet la mention „Retour“ à côté de l'indication du bureau d'origine. Il doit, en outre, appliquer son timbre à date au verso des lettres et au recto des cartes postales.

2. Le renvoi des correspondances tombées en rebut se fait, soit isolément, soit en une liasse spéciale étiquetée „Rebuts“.

Les correspondances recommandées tombées en rebut sont renvoyées au bureau d'échange du pays d'origine comme s'il s'agissait de correspondances recommandées à diriger sur ce pays.

3. Les correspondances du régime intérieur qui tombent en rebut et doivent, pour restitution aux expéditeurs, être envoyées à l'étranger, sont traitées d'après les dispositions de l'article 145.

4. Les correspondances pour les marins et autres personnes, adressées aux soins d'un Consul et rendues par celui-ci au bureau de poste comme non réclamées, doivent être traitées comme rebuts.

Le montant des taxes perçues sur ces correspondances doit être restitué.

Article 148.

Retrait. Modification d'adresse.

1. Les demandes de retrait de correspondances ou de modification d'adresse donnent lieu à l'établissement, par l'expéditeur, d'une formule conforme au modèle C 11 ci-annexé; une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire. En remettant cette demande au bureau de poste, l'expéditeur doit justifier de son identité et produire, s'il y a lieu, le bulletin de dépôt. Après la justification, dont l'Administration du pays d'origine assume la responsabilité, il est procédé de la manière suivante:

- si la demande est destinée à être transmise par voie postale, la formule, accompagnée d'un fac-similé parfait de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi, est expédiée directement, sous pli recommandé, au bureau destinataire;
- si la demande doit être faite par voie télégraphique, la formule est déposée au service télégraphique chargé d'en transmettre les termes au bureau de poste destinataire. Le télégramme est rédigé en langue française.

2. A la réception de la formule C 11 ou du télégramme en tenant lieu, le bureau destinataire recherche la correspondance signalée et donne à la demande la suite nécessaire.

Si la recherche est infructueuse, si l'envoi a déjà été remis au destinataire ou si la demande par voie télégraphique n'est pas assez explicite pour permettre de reconnaître sûrement l'envoi, le fait est signalé immédiatement au bureau d'origine, qui en prévient le réclamant.

3. Toute Administration peut demander, par une notification dressée au Bureau international, que l'échange des demandes, en ce qui la concerne, soit effectué par l'entremise de son Administration centrale ou d'un bureau spécialement désigné.

Dans les cas où l'échange des demandes s'effectue par l'entremise des Administrations centrales, il doit être tenu compte des demandes expédiées directement par les bureaux d'origine aux bureaux de destination, dans ce sens que les correspondances y relatives sont exclues de la distribution jusqu'à l'arrivée de la demande de l'Administration centrale.

Les Administrations qui usent de la faculté prévue au premier alinéa prennent à leur charge les frais que peut entraîner la transmission, dans leur service intérieur, par voie postale ou télégraphique, des communications à échanger avec le bureau destinataire.

Le recours à la voie télégraphique est obligatoire lorsque l'expéditeur a lui-même fait usage de cette voie et que le bureau destinataire ne peut pas être prévenu en temps utile par la voie postale.

Article 149.

Simple correction d'adresse.

Une simple correction d'adresse (sans modification du nom ou de la qualité du destinataire) peut être demandée directement par l'expéditeur au bureau destinataire, c'est-à-dire sans l'accomplissement des formalités prescrites pour le changement d'adresse proprement dit.

Article 150.

Réclamation. Envois ordinaires.

1. Toute réclamation relative à un envoi ordinaire donne lieu à l'établissement d'une formule conforme au modèle C 12 ci-annexé.

Le bureau qui reçoit la réclamation transmet directement cette formule, sans lettre d'envoi et sous enveloppe fermée, au bureau correspondant. Celui-ci, après avoir recueilli les renseignements nécessaires auprès du destinataire ou de l'expéditeur, selon le cas, renvoie la formule de la même manière au bureau qui l'a dressée.

Si la réclamation est reconnue fondée, ce dernier bureau fait parvenir la formule à son Administration centrale en vue des investigations ultérieures.

Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

2. Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

Article 151.

Réclamations. Envois recommandés.

1. Toute réclamation relative à un envoi recommandé est établie sur une formule conforme au modèle C 13 ci-annexé qui doit être accompagnée, autant que possible, d'un fac-similé de l'enveloppe ou de la suscription de l'envoi.

Si la réclamation concerne un envoi contre remboursement, elle doit être accompagnée, en outre, d'un duplicata de mandat C 8 ou d'un bulletin de versement, selon le cas.

Une seule formule peut être utilisée pour plusieurs envois remis simultanément au même bureau par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire.

2. La réclamation est, en règle générale, envoyée directement par le bureau d'origine au bureau de destination; cette transmission a lieu sans lettre d'envoi et sous enveloppe fermée. Si le bureau destinataire est en état de fournir les renseignements sur le sort définitif de l'envoi, il complète la formule et la retourne au bureau d'origine.

Lorsque le sort de l'envoi ne peut être établi par le bureau de destination, celui-ci constate le fait sur la formule et la réexpédie au bureau d'origine en y ajoutant, autant que possible, une déclaration du destinataire constatant qu'il n'a pas reçu l'envoi. Dans ce cas, l'Administration d'origine complète la formule en y indiquant les données de la transmission à la première Administration intermédiaire. Il l'adresse ensuite à cette dernière Administration, qui y consigne ses observations et la transmet éventuellement à l'Administration suivante. La réclamation passe ainsi d'une Administration à l'autre jusqu'à ce que le sort de l'envoi réclamé soit établi. L'Administration qui a effectué la remise au destinataire, ou qui, le cas échéant, ne peut établir ni la remise, ni la transmission régulière à une autre Administration, constate le fait sur la formule et la renvoie à l'Administration d'origine.

3. Les Administrations d'origine et de destination peuvent, d'un commun accord, faire transmettre la réclamation de bureau à bureau en suivant la même voie d'acheminement que l'envoi.

Dans ce cas, les recherches se poursuivent depuis l'Administration d'origine jusqu'à l'Administration de destination en observant la procédure visée au dernier alinéa du § 2.

4. Toute Administration peut demander, par une notification adressée au Bureau international, que les réclamations qui concernent son service soient transmises à son Administration centrale ou à un bureau spécialement désigné.

5. La formule C 13 et les pièces y annexées doivent, dans tous les cas, faire retour à l'Administration d'origine de l'envoi réclamé, dans le plus bref délai possible et au plus tard dans un délai de trois mois à partir de la date de la réclamation. Ce délai est porté à six mois dans les relations avec les pays éloignés.

6. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux cas de spoliation de dépêche, manque de dépêche ou autres cas semblables qui comportent une correspondance plus étendue entre les Administrations.

Article 152.

Réclamations concernant des envois déposés dans un autre pays.

Dans le cas prévu à l'article 53, § 3, de la Convention, la formule de réclamation C 12 ou C 13 est transmise à l'Administration d'origine. La formule C 13 doit être accompagnée du récépissé de dépôt.

L'Administration d'origine doit être mise en possession de la formule dans le délai prévu à l'article 53, § 2, de la Convention.

Article 153.

Emploi de timbres-poste présumés frauduleux ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir.

Sous réserve expresse des dispositions que comporte la législation de chaque pays, la procédure ci-après est suivie pour la constatation de l'emploi, pour l'affranchissement, de timbres-poste frauduleux ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir:

- lorsque la présence, sur un envoi quelconque, d'un timbre-poste frauduleux (contrefait ou ayant déjà servi) ou d'empreintes contrefaites de machines à affranchir est constatée au départ, la figurine n'est altérée d'aucune façon et l'envoi, accompagné d'une formule conforme au modèle C 14 ci-annexé, est adressé sous enveloppe recommandée d'office au bureau destinataire. Un exemplaire de cette formule C 14 est transmis, pour information, aux Administrations des pays d'origine et de destination;
- l'envoi n'est remis au destinataire, convoqué pour constater la contravention, que s'il paie le port dû, fait connaître le nom et l'adresse de l'expéditeur et met à la disposition de la poste, après avoir pris connaissance du contenu, soit l'envoi entier s'il est inséparable du corps du délit, soit la partie l'envoi (enveloppe, bande, portion de lettre, etc.) qui contient la suscription et l'empreinte ou le timbre signalé comme frauduleux. Le résultat de la convocation est constaté par un procès-verbal conforme au modèle C 15 ci-annexé, signé par l'agent des postes et par le destinataire. Le refus éventuel de ce dernier est constaté sur ce document.

Le procès-verbal est transmis, avec pièces à l'appui, sous recommandation d'office, à l'Administration du pays d'origine, qui y donne la suite que comporte sa législation.

Les Administrations dont la législation ne permet pas la procédure prévue sous les lettres a) et b) en font part aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

TITRE VI.

Echange des envois.

CHAPITRE UNIQUE.

Article 154.

Feuilles d'avis.

1. Les feuilles d'avis accompagnant les dépêches sont conformes au modèle C 16 ci-annexé. Elles sont placées sous des enveloppes de couleur bleue portant en gros caractères l'indication „Feuille d'avis“.

2. Le bureau expéditeur remplit la feuille d'avis avec tous les détails qu'en comporte la texture et en tenant compte des dispositions suivantes:

- Tableau I: La présence d'envois ordinaires à faire remettre par exprès est signalée par un trait soulignant la mention correspondante;
- Tableau II: Sauf arrangement contraire, les bureaux expéditeurs numérotent les feuilles d'avis d'après une série annuelle pour chaque bureau de destination lorsque les dépêches ne sont pas formées tous les jours. Chaque dépêche prend, dans ce cas, un numéro distinct, même s'il s'agit d'une dépêche supplémentaire empruntant la même voie ou le même navire que la dépêche ordinaire.

A la première expédition de chaque année, la feuille doit porter, outre le numéro d'ordre de la dépêche, celui de la dernière dépêche de l'année précédente.

Le nom du navire qui emporte la dépêche est indiqué lorsque le bureau expéditeur est à même de le connaître;

- Tableau III: Il peut être fait usage d'une ou de plusieurs listes spéciales conformes au modèle C 17 ci-annexé, soit pour remplacer le tableau V, soit pour servir comme feuille d'avis supplémentaire.

L'emploi exclusif de listes spéciales est obligatoire si l'Administration de destination en fait la demande.

Lorsque plusieurs listes sont employées, elles doivent être numérotées.

Le nombre des envois recommandés qui peuvent être inscrits sur une seule et même liste spéciale est limité à 60;

- Tableau IV: Le cas échéant, le nombre des sacs vides appartenant à une Administration autre que celle à laquelle la dépêche est adressée doit être mentionné séparément avec indication de cette Administration.

Sont, en outre, mentionnées au tableau IV les lettres service ouverts et les communications ou recommandations diverses du bureau expéditeur ayant trait au service d'échange;

- Tableau V: Ce tableau est destiné à l'inscription des envois recommandés lorsqu'il n'est pas exclusivement fait usage de listes spéciales.

Dans le cas où les Administrations correspondantes se sont entendues pour l'inscription globale des objets recommandés sur les feuilles d'avis, le nombre total de ces objets doit être indiqué en chiffres et en toutes lettres.

Lorsque la dépêche ne contient pas d'envois recommandés, la mention „Néant“ est portée au tableau V.

3. Les Administrations peuvent s'entendre pour créer d'autres tableaux ou rubriques sur la feuille d'avis lorsqu'elles le jugent nécessaire. Elles peuvent, notamment, disposer les tableaux V et VI conformément à leurs besoins.

4. Lorsqu'un bureau d'échange n'a aucun objet à livrer à un bureau correspondant, l'envoi d'une dépêche n'a lieu que si, dans les relations entre les Administrations intéressées, les feuilles d'avis ne sont pas numérotées par application du § 2, lettre b). Dans ce cas, le bureau d'échange doit envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui se compose uniquement d'une feuille d'avis négative.

5. Quand les dépêches closes doivent être transmises au moyen de navires que l'Administration intermédiaire dont ils dépendent n'utilise pas régulièrement pour ces propres transports, le poids des lettres et autres objets doit être indiqué à la feuille d'avis et sur l'adresse de ces dépêches lorsque l'Administration chargée d'assurer l'embarquement le demande.

Article 155.

Transmission des envois recommandés.

1. Les envois recommandés et, s'il y a lieu, les listes spéciales prévues à l'article 154, § 2, sont réunis en un ou plusieurs paquets ou sacs distincts qui doivent être convenablement enveloppés ou fermés et cachetés ou plombés de manière à en préserver le contenu. Les envois recommandés sont classés dans chaque paquet d'après leur ordre d'inscription. Quand on emploie plusieurs listes spéciales, chacune d'elles est enliassée avec les objets recommandés auxquels elle se rapporte.

En aucun cas, les envois recommandés ne peuvent être confondus avec les correspondances ordinaires.

2. Au paquet d'envois recommandés est attachée extérieurement, par un croisé de ficelle, l'enveloppe spéciale contenant la feuille d'avis; lorsque les envois recommandés sont renfermés dans un sac, ladite enveloppe est fixée au col de ce sac.

3. S'il y a plus d'un paquet ou sac d'envois recommandés, chacun des paquets ou sacs supplémentaires est muni d'une étiquette indiquant la nature du contenu.

Article 156.

Transmission des envois exprès.

1. Les envois exprès ordinaires sont réunis en une liasse spéciale munie d'une étiquette portant en gros caractères la mention „Exprès“ et insérés, par les bureaux d'échange, dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis qui accompagne la dépêche.

Toutefois, si cette enveloppe doit être fixée au col du sac des envois recommandés (article 155, § 2), la liasse des envois exprès est placée dans le sac extérieur. La présence, dans la dépêche, des correspondances de l'espèce est alors annoncée par une fiche placée dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis. La même procédure est suivie lorsque les envois exprès n'ont pu être joints à la feuille d'avis en raison de leur nombre, de leur forme ou de leurs dimensions.

2. Les envois exprès recommandés sont classés, à leur ordre, parmi les autres envois recommandés et la mention „Exprès“ est portée dans la colonne „Observations“ du tableau V de la feuille d'avis ou des listes spéciales, en regard de l'inscription de chacun d'eux. En cas d'inscription globale, la présence d'envois recommandés à remettre par exprès est signalée simplement par la mention „Exprès“ au tableau V de la feuille d'avis.

Article 157.

Confection des dépêches.

1. — En règle générale, les objets sont classés et enliassés par nature de correspondances, les lettres et les cartes postales étant comprises dans la même liasse et les journaux et écrits périodiques devant faire l'objet de liasses distinctes de celles des imprimés ordinaires. Les liasses sont désignées par des étiquettes portant l'indication du bureau destinataire ou réexpéditeur des envois insérés dans les liasses. Les objets de correspondance susceptibles d'être enliassés doivent être disposés dans le sens de l'adresse. Les objets affranchis séparés de ceux qui ne le sont pas ou le sont insuffisamment et les étiquettes de liasses d'objets non ou insuffisamment affranchis sont frappées du timbre T.

Les lettres portant des traces d'ouverture, de détérioration ou d'avarie doivent être munies d'une mention du fait et frappées du timbre à date du bureau qui l'a constaté.

Les mandats de poste expédiés à découvert sont réunis en une liasse distincte qui doit être insérée dans un paquet ou sac d'objets recommandés. Si la dépêche ne comprend pas d'objets recommandés, les mandats sont placés dans l'enveloppe contenant la feuille d'avis ou enliassés avec celle-ci.

2. — Les dépêches sont renfermées dans des sacs convenablement clos, cachetés ou plombés et étiquetés. Lorsqu'il est fait usage de ficelle, elle doit être passée deux fois autour du col avant d'être nouée. Les empreintes des cachets ou des plombs doivent reproduire, en caractères latins très lisibles, le nom du bureau d'origine ou une indication suffisante pour permettre de déterminer ce bureau.

Les étiquettes des dépêches doivent être en toile, carton fort, parchemin ou en papier collé sur une planchette; dans les relations entre bureaux limitrophes, il peut être fait usage d'étiquettes en papier fort. Les étiquettes sont confectionnées dans les couleurs suivantes:

- en rouge vermillon, pour les sacs contenant des envois recommandés;
- en blanc, pour les sacs ne contenant que des lettres et des cartes postales ordinaires;
- en bleu clair, pour les sacs contenant exclusivement d'autres objets ordinaires;
- en vert, pour les sacs contenant seulement des sacs vides renvoyés à l'origine.

Les sacs contenant de la correspondance ordinaire mixte (lettres, cartes postales et autres objets) doivent être munis de l'étiquette blanche.

Toutefois, l'emploi des étiquettes de couleur blanche, bleu clair ou verte, n'est obligatoire que pour les Administrations dont le régime intérieur ne s'y oppose pas. D'autre part, les étiquettes vertes ne sont utilisées que si l'Administration de destination l'exige.

Les étiquettes portent l'indication imprimée en petits caractères latins du nom du bureau expéditeur et, en caractères latins gras, du nom du bureau destinataire, précédés respectivement des mots „de“ et „pour“. Dans les échanges par voie maritime effectués dans des délais indéterminés, ces indications sont complétées par la mention de la date d'expédition, du numéro de l'envoi et du port de débarquement si l'Administration intéressée le demande.

Les sacs doivent indiquer d'une façon lisible, en caractères latins, le bureau ou le pays d'origine, et porter la mention „Postes“ ou toute autre analogie les signalant comme dépêches postales.

Les bureaux intermédiaires ne doivent porter aucun numéro d'ordre sur les étiquettes des sacs ou paquets de dépêches closes en transit.

3. — Sauf arrangement contraire, les dépêches peu volumineuses ou négatives sont simplement enveloppées de papier fort de manière à éviter toute détérioration du contenu, puis ficelées et cachetées ou plombées.

En cas de plombage, ces dépêches doivent être conditionnées de telle façon que la ficelle ne puisse pas être détachée. Lorsqu'elles ne contiennent que des correspondances ordinaires, elles peuvent être fermées au moyen de cachets gommés portant l'indication imprimée du bureau ou de l'Administration expéditrice. Les suscriptions des paquets doivent correspondre, en ce qui concerne les indications imprimées et les couleurs, aux prescriptions prévues au § 2 pour les étiquettes des sacs de correspondances.

4. Lorsque le nombre ou le volume des envois exige l'emploi de plus d'un sac, des sacs distincts doivent, autant que possible, être utilisés:

- pour les lettres et cartes postales;
- pour les autres objets; le cas échéant, des sacs distincts doivent encore être utilisés pour les petits paquets; les étiquettes de ces derniers sacs portent la mention „Petits paquets“.

Le paquet ou sac des envois recommandés, réuni avec la feuille d'avis de la façon prévue à l'article 155, § 2, est placé dans un des sacs de lettres ou dans un sac spécial; le sac extérieur doit porter, en tout cas, l'étiquette rouge. Lorsqu'il y a plus d'un sac d'envois recommandés, les sacs supplémentaires ne contenant que des objets recommandés autres que des lettres et des cartes postales peuvent être expédiés à découvert munis de l'étiquette rouge.

L'étiquette du sac ou paquet renfermant la feuille d'avis, même si celle-ci est négative, est toujours revêtue de la lettre F tracée d'une manière apparente.

5. Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 30 kilogrammes.

6. Les bureaux d'échange insèrent autant que possible, dans leurs propres dépêches pour un bureau déterminé, toutes les dépêches de petites dimensions (paquets ou sacs) qui leur parviennent pour ce bureau.

Article 158.

Remise des dépêches.

1. La remise des dépêches entre deux bureaux correspondants s'effectue suivant les dispositions prises par les Administrations intéressées.

Seuls les sacs et paquets signalés par des étiquettes rouges doivent, au moment de la livraison, être soumis à une vérification complète de leur fermeture et de leur conditionnement. Quant aux autres sacs et paquets, la vérification en est facultative et ils sont toujours remis globalement.

2. Les dépêches doivent être livrées en bon état. Cependant, une dépêche ne peut pas être refusée pour cause d'avarie. Lorsqu'une dépêche est reçue en mauvais état par un bureau intermédiaire, elle doit être mise telle quelle sous nouvel emballage. Le bureau qui effectue le remballage doit porter les indications de l'étiquette originale sur la nouvelle étiquette et apposer sur celle-ci une empreinte de son timbre à date, précédée de la mention „Remballé à

Article 159.

Vérification des dépêches.

1. Lorsqu'un bureau intermédiaire doit procéder au remballage d'une dépêche, il en vérifie le contenu s'il présume que celui-ci n'est pas resté intact.

Il dresse un bulletin de vérification conforme au modèle C 18 ci-annexé en se conformant aux dispositions du § 3 ci-après. Ce bulletin est envoyé au bureau d'échange d'où la dépêche a été reçue; une copie en est adressée au bureau d'origine et une autre est insérée dans la dépêche remballée.

2. Le bureau destinataire vérifie si la dépêche est au complet et si les inscriptions de la feuille d'avis et, le cas échéant, des listes spéciales d'envois recommandés sont exactes. En cas de manque d'une dépêche ou d'un ou plusieurs sacs en faisant partie, d'objets recommandés, d'une feuille d'avis, d'une liste spéciale d'envois recommandés, ou lorsqu'il s'agit de toute autre irrégularité, le fait est constaté immédiatement par deux agents. Ceux-ci font les rectifications nécessaires sur les feuilles ou listes en ayant soin de biffer les indications erronées de manière à laisser reconnaître les inscriptions primitives. A moins d'une erreur évidente, les rectifications prévalent sur la déclaration originale.

3. Les faits constatés sont signalés, au moyen d'un bulletin de vérification, au bureau d'origine de la dépêche et, en cas de manquant réel, au dernier bureau intermédiaire, par le premier courrier utilisable après vérification complète de la dépêche.

Les indications de ce bulletin doivent spécifier aussi exactement que possible de quel sac, paquet ou objet il s'agit.

Un duplicata du bulletin de vérification est envoyé, dans les mêmes conditions que l'original, à l'Administration dont relève le bureau d'origine de la dépêche, lorsque cette Administration l'exige. Lorsqu'il s'agit d'irrégularités importantes permettant de présumer une perte ou une spoliation, l'enveloppe ou le sac et le cachet de fermeture du paquet ou du sac des envois recommandés sont joints au bulletin de vérification destiné au bureau d'origine. Il en est de même de l'enveloppe ou du sac extérieurs, avec leur ficelle, leur étiquette, leur cachet ou plomb de fermeture, chaque fois que l'envoi de ces pièces justificatives est possible.

Dans l'échange avec les Administrations qui exigent l'envoi d'un duplicata, les pièces justificatives mentionnées ci-dessus sont annexées au duplicata.

Dans les cas prévus aux §§ 1 et 2, le bureau d'origine et, le cas échéant, le dernier bureau d'échange intermédiaire peuvent, en outre, être avisés par télégramme aux frais de l'Administration qui expédie celui-ci.

Un avis télégraphique doit être émis toutes les fois que la dépêche présente des traces évidentes de spoliation, afin que le bureau expéditeur ou intermédiaire procède sans aucun retard à l'instruction de l'affaire et, le cas échéant, avise également par télégramme l'Administration précédente pour la continuation de l'enquête.

4. Lorsque l'absence d'une dépêche est le résultat d'un défaut de coincidence des courriers ou lorsqu'elle est dûment expliqués sur le bordereau de remise, l'établissement d'un bulletin de vérification n'est nécessaire que si la dépêche ne parvient pas au bureau destinataire par le plus prochain courrier.

L'envoi du duplicata prévu au § 3 peut être différé si l'on présume que le manque de la dépêche provient d'un retard ou d'une fausse direction.

Dès la rentrée d'une dépêche dont l'absence avait été signalée au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, il y a lieu d'adresser à ces bureaux un second bulletin de vérification annonçant la réception de cette dépêche.

5. Les bureaux auxquels sont adressés les bulletins de vérification les renvoient le plus promptement possible après les avoir examinés et y avoir mentionné leurs observations, s'il y a lieu.

Si ces bulletins ne sont pas renvoyés à l'Administration d'origine dans le délai de deux mois à compter de la date de leur expédition, ils sont considérés, jusqu'à preuve du contraire, comme dûment acceptés par les bureaux auxquels ils ont été adressés.

Ce délai est porté à quatre mois dans les relations avec les pays éloignés.

6. Lorsqu'un bureau réceptionnaire auquel la vérification de la dépêche incombait n'a pas fait parvenir au bureau d'origine et, le cas échéant, au dernier bureau d'échange intermédiaire, par le premier courrier utilisable après la vérification, un bulletin constatant des irrégularités quelconques, il est considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant reçu la dépêche et son contenu. La même présomption existe pour les irrégularités dont la mention a été omise ou signalée d'une manière incomplète dans le bulletin de vérification.

7. Les bulletins de vérification et les duplicata sont transmis sous pli recommandé.

Article 160.

Renvoi des sacs vides.

1. Sauf arrangement contraire entre les Administrations correspondantes, les sacs doivent être renvoyés vides, par le prochain courrier, dans une dépêche directe pour le pays auquel ces sacs appartiennent. Le nombre des sacs renvoyés par chaque dépêche doit être inscrit sous la rubrique „Indications de service“ de la feuille d'avis.

Le renvoi est effectué entre les bureaux d'échange désignés à cet effet.

Les sacs vides doivent être roulés en paquets convenables; le cas échéant, les planchettes à étiquettes ainsi que les étiquettes en toile, parchemin ou autre matière solide doivent être placées à l'intérieur des sacs. Les paquets doivent être revêtus d'une étiquette indiquant le nom du bureau d'échange d'où les sacs ont été reçus, chaque fois qu'ils sont renvoyés par l'intermédiaire d'un autre bureau d'échange.

Si les sacs vides à renvoyer ne sont pas trop nombreux, ils peuvent être placés dans les sacs contenant la correspondance; dans le cas contraire, ils doivent être placés à part dans des sacs cachetés, étiquetés au nom des bureaux d'échange. Les étiquettes doivent porter la mention „Sacs vides“.

2. Dans le cas où le contrôle exercé par une Administration sur le renvoi des sacs qui lui appartiennent démontrerait que 10% du nombre total des sacs utilisés pendant une année pour la confection des dépêches n'ont pas été renvoyés avant la fin de cette année, l'Administration qui ne peut établir le renvoi des sacs vides est tenue de rembourser à l'Administration expéditrice la valeur des sacs manquants. Le remboursement doit également avoir lieu si le nombre des sacs manquants n'atteint pas 10% mais excède 50 unités.

Chaque Administration fixe, périodiquement et uniformément pour toutes les espèces de sacs qui sont utilisés par ses bureaux d'échange, une valeur moyenne en francs et la communique aux Administrations intéressées par l'intermédiaire du Bureau international.

(Turpinājums sekos.)

Valdības rīkojumi un pavēles.

Apstiprinu. Rīgā, 1938. g. 23. augustā.
Satiksmes ministris B. Einbergs.

Pasta un telegrafa departamenta rīkojums.

Grozījumi Starptautiskā telegrafa tarifā.

Tarifa 18. lapp., Albānija, — līdzšinējo nodalījumu strīpot un atvietot to ar šādu jaunu nodalījumu:

1	2	3	4	5	6	7	8	9		
Via Radio-Wien										Nav pietalstas: Exprēs, XP Pie telegramu slepēnā valodā sapemšanas jāuzrāda koda vārdmca
„ Allemagne Radio	65	45,5	2 50	32,5	32,5	ELT	8 13	3 25		
„ Allemagne Fil										
„ Pologne										
„ Northern-Allemagne										
„ Northern-France	85	59,5	2 98	42,5	42,5	ELT	10 63	4 25		
„ Northern-Gr.										
„ Bretagne	1 09	76,3	3 82	54,5	54,5	ELT	13 63	5 45		
„ Northern-Gr.										
„ Bretagne Eastern	1 32	92,4	4 62	66	66	ELT	16 50	6 60		

Tarifa 19. lapp., Azoru salas, — 10. slejā atvietot līdzšinējo XP maksu Fr. 1,50 ar Fr. 0,65 un (Ls 2,48) ar (Ls 1,08).

Tarifa 21. lapp., Dānija, — 10. slejā atvietot līdzšinējo XP maksu Fr. 2,50 ar Fr. 2,00 un (Ls 4,13) ar (Ls 3,30).

Tarifa 21. lapp., Dienvidslāvija, — ceļu Northern-Allemagne piesaistīt ar iekavu pirmiem 5 ceļiem, attiecinot uz to tādā kārtā arī šo ceļu likmes. Ceļa via Northern-Allemagne no 2.—9. slejai parādītas līdzšinējās likmes strīpot.

Tarifa 23. lapp., Grieķija, — līdzšinējo nodalījumu strīpot un atvietot to ar šādu jaunu nodalījumu:

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Grieķija (Grēce) ar salām Poros un Eubeja (Eubēe)										Nav pietalstas: Exprēs, XP
Via Radio-Wien										Nav pietalstas: Exprēs, XP
„ Allemagne Radio	65	45,5	2 50	32,5	32,5	ELT	8 13	3 25		
„ Allemagne Fil										
„ Pologne										
„ Northern-Allemagne										
„ Northern-France										
„ Northern-Gr.										
„ Bretagne-Eastern										
Citas Grieķijas salas										
Via Radio-Wien										Nav pietalstas: Exprēs, XP
„ Allemagne Radio	73	51,1	2 56	36,5	36,5	ELT	9 13	3 65		
„ Allemagne Fil										
„ Pologne										
„ Northern-Allemagne										
„ Northern-France										
„ Northern-Gr.										
„ Bretagne-Eastern										

Tarifa 25. lapp., Itālija, — līdzšinējo nodalījumu strīpot un atvietot to ar šādu jaunu nodalījumu:

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Via Radio Wien										XP maksa = Fr. 2,00 (Ls 3,30)
„ France TSF										
„ Allemagne Radio	58	40,6	2 50	29	29	ELT	7 25	2 90		
„ Allemagne Fil										
„ Pologne										
„ Northern-Allemagne										
„ Northern-France										
„ Northern-Gr.										
„ Bretagne	91	63,7	3 19	45,5	45,5	ELT	11 38	4 55		
„ Northern-Gr.										
„ Bretagne-Eastern	1 20	84	4 20	60	60	ELT	15 00	6 00		

Tarifa 26. lapp., Libija, — līdzšinējo nodalījumu, izņemot piezīmes, strīpot un atvietot to ar šādu jaunu nodalījumu:

1	2	3	4	5	6	7	8	9
Via London Radio Eastern								
„ France TSF								
„ Allemagne Radio								
„ Fil								
„ Pologne	98	68,6	3 43	49	49	ELT	12 25	4 90
„ Northern-Allemagne								
„ France								
„ Gr. Bretagne-Eastern								
„ Gr. Bretagne	1 23	86,1	4 31	61,5	61,5	ELT	15 38	6 15

Piezīmes paliek spēkā arī turpmāk.

Tarifa 27. lapp., Luksemburga, — ceļa via Northern-Gr. Bretagne līdzšinējās likmes atvietot ar šādām:

2	3	4	5	6	7	8	9
— 90	— 63	3 15	— 45	— 45	ELT 11	25 4	50

Tarifa 27. lapp., Madēras sala, — 10. slejā atvietot līdzšinējo tekstu ar šādu jaunu tekstu:

XP maksa — Fr. 0,65 (Ls 1,08).

Tarifa 28. lapp., Malta, — līdzšinējo nodalījumu stripot un atvietot to ar šādu jaunu nodalījumu:

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Via Radio Wien									Nav pie-
„ London-Radio-									laistas:
„ Eastern									Exprès,
„ France TSF									XP
„ Allemagne Radio	— 99	— 69,3	3 47	— 49,5	— 49,5	ELT 12	38 4	95	
„ „ Fil									
„ Pologne									
„ Northern-Allemagne									
„ „ France									
„ „ Gr. Bretagne-									
„ „ Eastern									
„ „ Gr. Bretagne	1 20	— 84	4 20	— 60	— 60	ELT 15	00 6	00	

Tarifa 30. lapp., Portugale, — 10. slejā atvietot līdzšinējo XP maksu Fr. 1,50 ar Fr. 0,65 un (Ls 2,48) ar (Ls 1,08).

Tarifa 32. lapp., Ungarija, ceļu via Northern-Allemagne piesaistīt ar iekavā pirmiem 4 ceļiem, attiecinot uz to tādā kārtā arī šo ceļu likmes. Ceļa via Northern-Allemagne no 2.—9. slejai parādītās līdzšinējās likmes stripot.

Tarifa 33. lapp., Vatikāns, līdzšinējo nodalījumu stripot un atvietot to ar šādu jaunu nodalījumu:

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Via Radio-Wien									Nav pie-
„ France TSF									laistas:
„ Allemagne Radio	— 62	— 43,4	2 50	— 31	— 31	ELT 7	75 3	10	
„ Allemagne Fil									
„ Pologne									
„ Northern-Allemagne									
„ Northern France									
„ Northern-Gr.									
„ Bretagne	— 95	— 66,5	3 33	— 47,5	— 47,5	ELT 11	88 4	75	
„ Northern-Gr.									
„ Bretagne-Eastern	1 23	— 86,1	4 31	— 61,5	— 61,5	ELT 15	38 6	15	

Tarifa 86. lapp., Malaja, — Ziemeļvētku sala — parādīto ceļu kopējās likmes atvietot ar šādām jaunām likmēm:

2	3	4	5	6	7	8	9	10
7 24	4 34,4	21 72	— —	3 62	2 42	DLT 60	50 24	20

Šie grozījumi stājas spēkā ar izsludināšanas dienu.

Rīgā, 1938. g. 22. augustā.

Pasta un telegrafa direktors H. Resnais.
Ekspluat. pārvaldes priekšn. O. Matisons.

Apstiprinu. Rīgā, 1938. g. 23. augustā.
Satiksmes ministris B. Einbergs.

Pasta un telegrafa departamenta rīkojums.

Grozījumi starptautiskā telefona tarifa.

Tarifa 24. lapp., Grieķija, normalā ceļa nodalījumu izteikt tā: **Normalais ceļš** Lettonie, Lithuanie, Allemagne, Autriche, Yougoslavie, Grèce (via Riga, Berlin, Athènes) vai: Lettonie, Lithuanie, Allemagne, Tchecoslovaquie, Hongrie, Yougoslavie, Grèce (via Riga, Berlin, Beograd, Athènes).

Tarifa 31. lapp., Lielbritānija — Anglijas grafistu sadalījums pēc tarifa joslām — 1. joslā uzskaitīto grafistu beigās (aiz vārda „York“) ierakstīt: „tāpat arī Guernsey un Jersey salas“.

Tarifa 110. lapp., Grieķijas pusē telefona satiksmē pielaisto pilsētu sadalījums pēc joslām, zem Sparti ierakstīt 1. slejā: Stylis un 2. slejā: 2.

Šie grozījumi stājas spēkā izsludināšanas dienā

Rīgā, 1938. g. 22. augustā.

Pasta un telegrafa direktors H. Resnais.
Ekspluat. pārvaldes priekšn. O. Matisons.

PAPILDINĀJUMS

nosacījumos par meža pārdošanu valsts mežos.

1935. g. 15. oktobra Nosacījumu par meža pārdošanu valsts mežos (12. veids pie „Valdības Vēstneša“ 1937. g. 21.—24. numuros izsludinātās Instrukcijas valsts mežu un meža materiālu izniegšanai) 1. panta piezīmē papildināt šādi:

1.

Piezīme.

Ja uz šo nosacījumu pamata no iesniegtiem procentpapiriem sedzamas kādas Zemkopības ministrijas prasības, pēdējai tiesība uz Civillik. 1321. un 1356. p. pamata procentpapirus pārdo dot pēc sava ieskata no rokas par brīvu cenu, bez iepriekšēja atgādinājuma vai paziņojuma par to meža pircējam.

Šis papildinājums ir spēkā ar izsludināšanas dienu.

Rīgā, 1938. g. 31. augustā.

Zemkopības ministris J. Birznieks.
Mežu depart. direktors J. Ozols.

Apstiprinu: 1938. g. 31. augustā.
Zemkopības ministris J. Birznieks.

Pārgrozījums un papildinājums noteikumos kaujamo lopu, gaļas un pārējo animalo uzturvielu izmeklēšanai un to brāķēšanai.

(„Vald. Vēstn.“ 1934. gada 186., 187. un 188. num.)

P a m a t s. Likuma par lopkautuvēm un gaļas izmeklēšanas stacijām 29. § (Lik. kr. 1927. g. 38).

Noteikumu papildinājuma par kaujamo lopu, gaļas un pārējo animalo uzturvielu izmeklēšanu un to brāķēšanu 5. pantu („Vald. Vēstn.“ 1935. g. 116. num.) atvietot ar šādu tekstu:

5. Ādu novilkšana jāizdara lietpratīgi un saudzīgi, tās nesagraizot un citādi nebojājot. Par lopu ādu bojājumiem vai sagraizājumiem, vai tikai iegriezumiem, lopkāvēju arteļi vai citi, kas izpilda to funkcijas, maksā lopu īpašniekiem atlīdzību: par katru bojājumu t. s. kodolā 2%, t. s. atkritumā 1% no ādas cenas. Jēlādas noliegts savārtīt asinīs, lopu mēsloš vai sa-

laistīt ar ūdeni. Lopkautuvju administrācijas pienākumos ietilpst neatļaidīgi sekot ādu pārēzai novilkšanai. Atlīdzību par bojājumiem lopkāvēju arteļi vai lopu kāvēji iemaksā attiecīgās lopkautuves pārvaldei. Sumas, ko lopu īpašnieki nav pieprasījuši mēneša laikā pēc lopa nokaušanas, izlietojamas kautuvju kulturaliem mērķiem.

Rīgā, 1938. g. 30. augustā.

Veterinārā depart. direkt. v. i. P. Ozols.
Darbvedis Graudiņš.

428. RĪKOJUMS.

1938. g. 1. septembrī.

Par veduma maksas aprēķināšanu starptautiskās satiksmes sūtījumiem.

Sakarā ar jaunā preču tarifa ieviešanu vietējā satiksmē, dažiem ārzemju satiksmes sūtījumiem veduma maksa, aprēķinot to pēc iekšzemes tarifa, iznāk lētāka kā pēc attiecīgās tiešās satiksmes tarifa.

Ievērojot, ka tiešās satiksmes tarifi nevar būt augstāki par vietējās satiksmes tarifiem, uzdodu turpmāk, t. i. līdz tiešo satiksmes tarifu pārstrādāšanai, aprēķināt veduma maksu par tiešo satiksmju sūtījumiem pēc tā no minētiem tarifiem, kurš dod lētāku veduma maksu.

Dzelzsceļu galv. direkt. K. Bļodnieks.

Ekspluat. direktors J. Stakle.

Apstiprinu. 1938. g. 1. septembrī.

Satiksmes ministris B. Einbergs.

430. RĪKOJUMS.

Par grozījumiem un papildinājumiem Polijas, Latvijas un Igaunijas tiešās satiksmes preču tarifā.

Polijas, Latvijas un Igaunijas tiešās satiksmes preču tarifa IV daļā, kas izsludināta „Valdības Vēstneša“ 1937. g. 28. num., un tarifa V daļā, kas izsludināta „Valdības Vēstneša“ 1937. g. 209. numurā, izdotas atsevišķos izdevumos un papildinātas ar vēlākiem rīkojumiem, izdarāmi sekojoši grozījumi un papildinājumi:

Tarifa IV daļā.

„Valdības Vēstneša“ 28. num., pielikuma 5.—9. lapp. (izdevuma 17. lapp.) „Tarifā atsevišķām precēm № 1“ tarifa pozīcijas D līdzšinējās vedmaksas likmes atvietot ar šādām jaunām:

No stacijām	Tarifa pozīcijas	Līdz stacijai Rīga krasts
		Tarifa vienības par 100 kg
		15 t
Bezdney	D	0,112
Dukszty	D	0,077
Ignalino	D	0,085
Kiena	D	0,121
Łyntupy	D	0,118
Nowo-Swieciany	D	0,094
Nowo-Wiljka	D	0,117
Podbrodzie	D	0,105
Wilno	D	0,119

Tarifa V daļā.

1) „Valdības Vēstneša“ 209. numurā 3. lapp. (izdevuma 13. lapp.) „Tarifā atsevišķām precēm № 3“ pēc vārdiem „Chmiel prasowany“, „Apini, spiesti (presēti)“, „Hamalad, pressitud“ ierakstīt vārdus „i nieprasowany“, „un nepresēti“, „ja pressimata“;

2) „Valdības Vēstneša“ 209. num. 3. lapp. (izdevuma 14. lapp.) „Tarifā atsevišķām precēm № 4“ ierakstīt alfabētiskā kārtībā jaunās stacijas ar šādām vedmaksas likmēm:

No stacijām	Preču pozīcijas	Sniatyn*)
		Tarifa vienības par 100 kg
		10 un 15 t
Griva	B	0,358
Ilukste	B	0,382
Jėkabpils	B	0,472
Kārsava	B	0,510
Viški	B	0,408

Rīkojums spēkā ar 1938. g. 2. septembri.

Dzelzsceļu galvenais direktors

K. Bļodnieks.

Ekspluat. direktors J. Stakle.

431. RĪKOJUMS.

1938. g. 1. septembrī.

Par Ezermalas pieturas atvēršanu.

Ar š. g. 10. septembri atveru Pļaviņu-Abrenes līnijas 112. kilometrā, starp Medņiem un Liteni sliežu autobusu pieturu pasažieru iekāpšanai un izkāpšanai ar biļetu pārdošanu autobusos līdz Gulbenes-Kūdupes līnijas stacijām un pieturām. Pieturu atveru bez patstāvīgiem tarifiem attālumiem un nosaucu to par „Ezermala“.

Satiksmes ministris B. Einbergs.

Dzelzsceļu galv. direkt. K. Bļodnieks.

Pēc šī rīkojuma attālumu rādītāju grozīt šādi:

Staciju alfabētiskā saraksta XII lappusē „E“ burta nodalījumā pēc Engures nosaukuma ierakstīt „Ezermala — nkp — III — 19a“ un III tabelē starp Medņiem un Liteni ar 19a kārtas numuru ierakstīt „Ezermala“)“ un darījumu apzīmējuma iedalē „nkp“. Šīs tabeles 2. piezīmē pēc vārda „Medņiem“ likt komatu un pēc tā ierakstīt „Ezermala“.

Ekspluat. direktors J. Stakle.

Komercedaļas vadītājs I. Bērziņš.

432. RĪKOJUMS.

1938. g. 1. septembrī.

Par Puzes pieturas atvēršanu.

Ar š. g. 10. septembri atveru Ventspils-Tukuma līnijas 23. kilometrā, starp Elšķeni un Ugāli, pieturu pasažieru iekāpšanai un izkāpšanai ar biļetu pārdošanu vilcienos līdz Rīgas pas. - Tukuma I - Ventpils un Tukuma II - Jelgavas līnijas stacijām un pieturām un Talsiem. Pieturu atveru bez patstāvīgiem tarifa attālumiem un nosaucu to par „Puze“.

Satiksmes ministris B. Einbergs.

Dzelzsceļu galv. direkt. K. Bļodnieks.

Pēc šī rīkojuma attālumu rādītāju grozīt šādi:

Staciju alfabētiskā saraksta XVI lappusē „P“ burta nodalījumā pēc Putānu nosaukuma ierakstīt „Puze-nkp-XIII-33a“ un XIII tabelē starp Ugāli un Elšķeni ar 33a kārtas numuru ierakstīt „Puze 4“)“ un darījumu apzīmējuma iedalē „nkp“. Šīs tabeles 4. piezīmes otrā teikuma sākumā ierakstīt vārdu „Līgciems“.

Ekspluat. direktors J. Stakle.

Komercedaļas vadītājs I. Bērziņš.

Valdības iestāžu paziņojumi.

PAZIŅOJUMS.

Lai novērstu cukurbiešu audzētājiem neērtības un nevēlamus pārpratumus vagonu reģistrācijā dzelzsceļu stacijās biešu nosūtīšanai, Dzelzsceļu virsvalde paziņo, ka pierakstīšanos uz vagoniem visās valsts dzelzsceļu stacijās šoruden atklās vienā noteiktā dienā un stundā. Pieteikšanās sākuma laiku Dzelzsceļu virsvalde iepriekš izsludinās, kamdēļ uz pieteikšanās sākumu varēs nokļūt ne tikai staciju tuvumā, bet arī tālāk dzīvojošie cukurbiešu audzētāji.

Ekspluat. direktors J. Stakle.

Rīcības daļas vadītāja v. i. Šneiders.

PASTA ZIŅAS.

1938. g. augustā izņemtas no pasta kastītēm un nav nosūtītas pēc piederības:

Rīgā: 12 vēstules un 35 pastkartes bez adresēm, 18 uz ārzemēm adresētas neapmaksātas vai nepilnīgi apmaksātas bandroles, 3 iekšzemes vēstules un 2 pastkartes ar svešiem vietu nosaukumiem, 9 vēstules un 1 pastkarte „Pieprasīšanai pastā“, kurām adresata vietā uzrādīti dažādi iniciāļi, šifras, burti, skaitļi, norunātas zīmes u. t. t. Galvenā pasta priekšn. K. Šēnbergs.

Liepājā: 4 pastkartes bez adresēm un 1 vēstule, kurai adresata vietā uzrādīti iniciāļi.

Pastmeistars L. Valters.

Meklētizbeidzamo personu 2391. saraksts.

47108. Anastasija **Filipovs.** 53451/38.
47109. Anastasija **Filipovs.** 53452/38.
47110. Antons **Matuls.** 53468/38.
47111. Semjons **Naturins.** 53472/38.
47112. Staņislavs **Strods.** 52554/38.
47113. Jānis **Ziverts.** 53387/38.

Rīgā, 1938. g. 31. augustā.

Kriminalās policijas pārvaldes priekšnieks J. Silarājs.
Darbvedis Hūns.

Vietējo iestāžu rīkojumi.

Saistošo noteikumu papildinājums par traktieriem bez reibinošiem dzērieniem Rīgā,

pieņemts Rīgas pils. valdes 1938. g. 12. augusta sēdē un stājies spēkā saskaņā ar Pilsētu pašvaldības likuma 35. pantu (Iekšlietu ministrijas Pašvald. depart. 1938. g. 23. augusta 14575. raksts).

„Valdības Vēstneša“ 1936. g. 244. un 259. numuros izsludināto saistošo noteikumu par traktieriem bez reibinošiem dzērieniem Rīgā 15. pants papildināts ar šāda satura punktu:

g) atsevišķos gadījumos Rīgas pilsētas valde var atļaut augļu un sezonas kioskos tirdzniecību ar laikrakstiem un citām mantām, ar kādām ir tiesības tirgoties laikrakstu kioskos. Šādos gadījumos augļu kiosku nomniekiem jāievēro saistošie noteikumi par laikrakstu kioskiem Rīgā. Augļu un sezonas kioskos var tirgoties ar pilsētas valdes atļauju arī ar konserviem slēgtās kārbīnās.

Pilsētas galva R. Liepiņš.

Pils. valdes sekret. K. Milenbachs.

Māksla.

Nacionālā opera.

Sestdien, 3. sept., operēte „Tuksneša dziesma“. Galvenās lomās Valma Briedis, N. Vasiljevs, E. Pfeifers, P. Brivkals, Rodrigo Kalniņš, V. Leonaitis, A. Verners u. c. Dirigents T. Reiters.

Svētdien, 4. septembrī, plkst. 13.30 balets „Pēdējais valsis“. Piedalās M. Griķis, R. Saule, V. Lichačovs, E. Leščevskis un viss balets. Dirigents A. Norītis; plkst. 19.30 operēte „Klīvija“, galvenās lomās L. Blūmentāls T. Britls, E. Pfeifers, A. Verners, E. Leščevskis, V. Leonaitis. Dirigents Arv. Norītis.

Jāņa Kalniņa opera „Hamlets“ ar A. Kaktiņu, H. Lūsi, E. Kukaini, M. Vētru galv. lomās pirmdien, 5. septembrī.

Nacionālā operā šīn sezonā izsniegs valsts un pašvaldību ierēdņiem kartes izrāžu apmeklēšanai par puscenu pēc iepriekšējo gadu parauga. Pieprasījumi un iepriekš. gada kartes jāiesniedz operas birojā līdz š. g. 1. oktobrim. Terminu nepagarinās.

Nacionālais teatris.

Sestdien, 3. sept., plkst. 19.30 lētā izrādē „Plika kā baznīcas žurka“.

Svētdien, 4. sept., plkst. 14 lētā izrādē „Kalēja ligava“; plkst. 19.30 lētā izrādē „Francisko Goija“.

Pirmdien, 5. sept., plkst. 19.30 lētā izrādē ar L. Štengels piedalīšanos „Nenoziemīgā sieviete“.

Otrdien, 6. sept., plkst. 19.30 lētā izrādē „Kungs pie vārtiem“.

Trešdien, 7. sept., plkst. 19.30 lētā izrādē ar L. Štengels piedalīšanos „Mūžīgi virsīkais“.

Dabūjamas biļetes sezonas atklāšanas pirmizrādē „Induls un Ārija“.

Nacionālā teatra 1938./1939. gada sezonas puscenā kartiņu uz līdzšinējiem noteikumiem var pagarināt Nacionālā teatra birojā līdz š. g. 1. oktobrim.

Dailes teatris.

Sestdien, 3. sept., lētā izrādē „Dzīves vilņos“.

Svētdien, 4. sept., dienā tautas izrādē „Putna piens“ un vakarā „Nogrimušais zvans“.

Pirmdien, 5. sept., tautas izrādē „Zaļā plavā“.

Otrdien, 6. sept., tautas izrādē „Roksisas futbolkomanda“.

Dailes teatra 1938./39. g. sezonas puscenu kartiņas var pagarināt, un arī saņemt jaunas uz līdzšinējiem noteikumiem Dailes teatra birojā līdz 1. oktobrim.

Fr. Šuberta „Ave Maria“ ar latviešu tekstu iznākusi P. Neldnera (O. Krolla) izdevniecībā, Rīgā, Aspazijas b. 2. Maksā 20 sant. Izsūta arī pa pastu. P. tek. rēķ. 10495.

Literatūra.

Ekonomists, 17. numurs, 1938. g. 1. septembrī, Finanšu ministrijas izdevums. Saturā: A. K. — Nodokļi, Aug. Celmiņš — Zvērinātu revidentu institūts, Dr rer. pol. L. Starodubskis — 1937. gada dzimstības demoloģiskais vērtējums, Z. — Pārmaiņas Latvijas un Vācijas tirdzniecībā, V. Stalašs — Labības tirgus aizsardzība Polijā, būvīnž. T. Rušņis — Ipašumu vērtēšana, inž. A. Ratnieks — Tūlītēja telefona satiksmes problēmas, kronika, statistika.

Zeme, 9. burtnīca, 1938. g. 1. septembrī, Baltijas lauksaimniecības biedrības (Valmierā) laikraksts.

Dzelzsceļnieks, 17. numurs, 1938. g. 1. septembrī, Latvijas dzelzsceļnieku biedrības izdevums. Atpūta, 722. num., 1938. g. 2. septembrī.

KURSI.

Rīgas biržā 1938. gada 3. septembrī.

Table with exchange rates for various currencies like American dollar, British pound, etc., and gold prices.

Table with interest rates for Latvian state bank, private banks, and other financial institutions.

Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētāja v. V. Gailītis. Zvērināts biržas makleris P. Rupners.

Redaktora v. Kārlis Eliass.

Šim numuram 12 lapas puses.

Siesu sludinājumi.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1570. pantu, paziņo, ka tiesa 1938. g. 26. jūlijā nolēma; izsludināt par mirušo nozudušo Dāvidu (Dāvidu) Jundzi (Junzi), dzim. 1866. g. 16. augustā (v. st.). L. 522/38.-II. 15196g. 1938. g. 29. augustā.

Vicpriekšsēd. J. Drande. Sekretars E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz 1938. g. 23. augusta lēmumu, Civilproc. lik. 1565.—1568. p. p. un Civillik. 377. p., nolēma uzaicināt nozudušo Vilhelmiņu - Elfrīdu Žagats, dzim. 1891. g. 13. martā, 1. gada laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 15223v. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Roberta Šmidlera, dzim. 1872. g. 22. februārī, mir. 1933. g. 10. oktobrī, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 15306e. Vicpriekšsēdētājs J. Drande. Sekretars E. Lasmanis.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Veltas Muiznieks, dzim. 1920. g. 18. septembrī, mir. 1923. g. 8. augustā, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 2061. l. 15224v. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Vēlta Zaļakmeņa, mir. 1916. g. maijā mēn., nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 2219. l. 15316p. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Jēkaba Kļavas, dzim. 1880. g. 15. jūlijā v. st., mir. 1930. g. 16. oktobrī, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 2039. l. 15225v. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Jāņa Rudovica, ari Brūveļa, miris 1918. gada 15. novembrī, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 2064. l. 15223v. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Roberta Šmidlera, dzim. 1872. g. 22. februārī, mir. 1933. g. 10. oktobrī, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 2054. l. 15315. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Viļa - Pētera Peškūļa, dzim. 1879. g. 20. decembrī, mir. 1938. g. 27. jūnijā, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 2061. l. 15224v. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Mārtiņa Zaļakmeņa, mir. 1916. g. maijā mēn., nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. augustā. 2219. l. 15316p. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabalt. 3. civilnodaļa, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Jēkaba Kļavas, dzim. 1880. g. 15. jūlijā v. st., mir. 1930. g. 16. oktobrī, nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

sības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1938. g. 29. aug. 2055. l. 15318. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Jelgavas apgabaltiesas civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. p., paziņo, ka ar Jāņa Staško, dzim. 1885. g., mir. 1928. g. 3. okt., nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, fideikomissariem u. t. l., pieteikt tiesai savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām.

Jelgavā, 1935. g. 29. augustā. 2031. l. 15317. Priekšsēd. v. K. Klaviņš. Sekretare M. Kleinhofs.

Daugavpils apgabalt. 3. civilnod., pamatojoties uz Civilproc. lik. 1628.—1631., 1636. un 1710. pantiem, paziņo, ka ar Šemīno personu nāvi ir atklājies mantojums, un tādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu būtu kādas tiesības vai prasības kā mantniekiem, legatariem, kreditoriem u. t. l., pieteikt savas tiesības un prasības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī“ un norāda, ka uzaicinājuma termiņā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par zaudētām:

- 1) Helene Lumans, mir. 1921. gada 8. aprīlī Rundēnu pag., 40 g. v., 2656 a. l.;
2) Aleksanders Mednieks, dz. 1886. g. 2. aprīlī un miris 1936. g. 14. decembrī Viksnes pag., 2266 a. l.;
3) Dorte Ludboržs, dzim. 1910. g. 31. oktobrī un mir. 1937. g. 4. novembrī Kārsavā, 2023 a. l.;
4) Adams Seimuškans, miris 1932. g. 28. janvarī Pildas pag., 81 g. v., 1971 a. l.;
5) Aleksandris Skupovs-Skupols, dzim. 1872. g. un miris 1924. g. 11. februārī Tolkovas pag., 2706 a. l.;
6) Jānis Bulans, dzim. 1863. g. 30. maijā un miris 1938. g. 8. janvarī Baltinavas pag., 2906 a. l.;
7) Stanislavs Vēvers, miris 1933. g. 27. jūlijā Rēznas pag., 56 g. v., 1132 a. l.;
8) Pavils Špura, miris 1909. g. 6. janvarī Barkavas pag., 52 g. vecs, 2392 a. l.;
9) Anna Zellans, dzim. 1881. g. 15. aprīlī un mirusi 1938. g. 1. martā Liepnas pag., 3075 a. l.;
10) Antons Keišs, miris 1927. gada 22. jūlijā Baltinavas pag., 78 g. v., 2587 a. l.

Daugavpils, 1938. g. 30. aug. Vicepriekšsēd. v. A. Malkins. Sekretara v. p. i. V. Bicāns.

Rīgas pils. 18. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Civillik. 143. p., paziņo, ka 1938. g. 30. augustā laulāto mantisko attiecību reģ. 1167. lapā ierakstīts, ka starp laulātiem Jāni Briedi, dz. 1903. g. 9. maijā Cīrgaļu pag., un Agnesi-Elizabeti-Aleksandru Briedis, dzim. Dumpis, dzim. 1899. g. 27. novembrī Rīgā, no 1938. g. 5. aprīļa pastāv visas mantas šķirtība (Civillik. 117. p.), kas nodibināta ar 1938. g. 5. apr. Rīgā, notārā J. Graudņa kantori ar reģ. 3145. num. noslēgto līgumu.

1938. g. 30. augustā. 1167/r. l. 15443g. Mirtiesnesis Ž. Jumikis. Sekretare Z. Kalniņš.

Rīgas pils. 18. iec. mirtiesnesis, pamatojoties uz Civillik. 143. p., paziņo, ka 1938. g. 30. augustā laulāto mantisko attiecību reģ. 1167. lapā ierakstīts, ka starp laulātiem Jāni Briedi, dz. 1903. g. 9. maijā Cīrgaļu pag., un Agnesi-Elizabeti-Aleksandru Briedis, dzim. Dumpis, dzim. 1899. g. 27. novembrī Rīgā, no 1938. g. 5. aprīļa pastāv visas mantas šķirtība (Civillik. 117. p.), kas nodibināta ar 1938. g. 5. apr. Rīgā, notārā J. Graudņa kantori ar reģ. 3145. num. noslēgto līgumu.

Minētā laikā nepieteiktas tiesības vai prasības atzīs par zaudētām uz visiem laikiem. 1938. g. 26. augustā. 15447v. Mirtiesnesis V. Robežnieks. Sekretars A. Riekstiņš.

Rīgas apgabalt. 3. iec. tiesu izpild., kuŗa kanceleja ir Rīgā, Dzirnau ielā 107, 4. dz., paziņo, ka 1938. gada 13. septembrī, plkst. 10, Rīgā, Dzirnau ielā 78/80, iebraucamā vietā 1. publiskā izsolē pārdos Pētera Jakoviča ķēvi, kas novērtēta par Ls 400.—

Pārdodamo mantu varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 1957. l. 15662g. Tiesu izpild. J. Kazubierns.

Rīgas apgabalt. 3. iec. tiesu izp. Jānis Kazubierns (kanceleja Rīgā, Dzirnau ielā 107, dz. 4), saskaņā ar Civilproc. lik. 1280. līdz 1306. p. paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības par Ls 282,36 ar proc. piedzišanai 1938. g. 5. novembrī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Austras Kunderts mantas masas nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas ierakstīta Rīgas pils. 6. hipot. iecirknī un zemes grāmatu reģistra 4953. num. nodalījumā, un atrodas Bierīnos, D. novadā № 21-b;

2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 300.—;

3) tai ir hipotēku parādi Ls 30.—;

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļā — Ls 30.— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā. Tiesības, kas novērst šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod. kancelejā.

1938. g. 31. augustā. 15486e. Tiesu izp. J. Kazubierns.

Rīgas apgabalt. 5. iec. tiesu izpild., kuŗa kanceleja ir Rīgā, Brīvības ielā 124, 1. dz., paziņo, ka 1938. gada 14. septembrī, plkst. 11.40, Rīgā, Hospitalu ielā 19, 10. dz. 1. publiskā izsolē pārdos Ludviga Mincenhofa mebeles un traukus, kas novērtēti par Ls 370.—

Pārdodamās mantas varēs apskatīt pārdošanas dienā un vietā. 2485. l. 15663g. Tiesu izpild. J. Kurmitis.

Rīgas apgabalt. Madonas apr. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja ir Madonā, Vienības ielā 9, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas aizdevuma Ls 11.910.— nenomaksāto termiņmaksu un Eduarda

Medena prasības Ls 500.— ar proc. un izdev. piedzišanai 1939. gada 14. janvārī, plkst. 10, Rīgas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē mir. Antonija - Otto Varkala nekustamo īpašumu, kas atrodas Madonas apr. Praulienas pag., ierakstīts zemes grāmatas 116. nodalījumā un sastāv no „Pake-Ūpes-Jakob“ mājām, 33,32 desetiņas patibā;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 14.500.—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 14.000.—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 1450.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Cēsu-Valkas zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērst nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā

1938. g. 31. augustā. 374. l. 15460e. Tiesu izpildītājs P. Asars.

Rīgas apgabalt. Valmieras apr. 1. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja ir Valmierā, Garā ielā 10, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Latvijas hipotēku bankas prasības par Ls 111,29 ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. gada 22. oktobrī, Rīgas apgabaltiesas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Artūra - Rūdolfa Roskes nekustamo īpašumu, kas atrodas Salacgrīvā, Bišu ielā 3, ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 13307. num. un sastāv no zemes gabala 308F;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 100.—;

3) tam ir hipotēku parādi Ls 100.—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 10.— drošības naudas — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērst nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā

Valmierā, 1938. g. 31. augustā. 438. l. 15478e. Tiesu izp. O. Šteilmachers.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apriņķa tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Bauskā, Pils ielā 48, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Jelgavas nodaļas prasības par Ls 919,09 ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 19. oktobrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Teodora - Vilhelma Zaķa nekustamo īpašumu, kas atrodas Bauskas apr. Islices pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 353. num. un sastāv no „Leju“ mājām, ar ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 15.500,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 26.880,—, 3000 bij. cara rub. un nostiprināts mūža uzturs Lūcijai Zakis;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 1550,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā.

Piezīme: izsole pārceļta 1938. g. 16. marta.

Bauskā, 1938. g. 30. augustā, 86. l. 15463e

Tiesu izpild. A. Vīgants.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apriņķa tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Bauskā, Pils ielā 48, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Jelgavas nodaļas, A/S Latvijas kredītbankas un Vecsausles pagasta valdes prasību par Ls 2649,34 ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 16. novembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Alfrēda Spāriņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Bauskas apr. Vecsausles pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 1470. num. un sastāv no „Krekleņu - Mīķeļu“ mājām, ar ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 11.300,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 15.673,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 1130,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā.

Bauskā, 1938. g. 30. augustā, 57. l. 15464e

Tiesu izpild. A. Vīgants.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apriņķa tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Bauskā, Pils ielā 48, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Jelgavas nodaļas prasības par Ls 688,78 ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 16. novembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Marijas - Annas - Silvijas Zubovskis nekustamo īpašumu, kas atrodas Bauskas apr. Bārbeles pag., ierakstīts zemes grām. reģistrā ar 4479. num. un sastāv no „Spunde - Odīņu“ mājām, apm. 47,44 deset. platībā, ar ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 11.600,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 15.820,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 1160,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu iz-

pildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā.

Bauskā, 1938. g. 30. augustā, 437. l. 15473e

Tiesu izpild. A. Vīgants.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apriņķa tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Bauskā, Pils ielā 48, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Mežotnes pag. valdes prasības par Ls 1.310,15 ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. gada 14. decembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskajā izsolē Vīla Krūmiņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Bauskas apr. apr. Mežotnes pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 1146. num. un sastāv no „Birzulu“ mājām ar ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 23.280,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 24.900,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 2328,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā.

Bauskā, 1938. g. 25. augustā, 580. l. 14979r

Tiesu izpild. A. Vīgants.

Jelgavas apgabalt. Bauskas apriņķa tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Bauskā, Pils ielā 48, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. p., paziņo, ka:

1) Lonijas - Rozālijas Fridmanis prasības par Ls 5.671,22 ar proc. un izdev. piedzišanai 1938. g. 14. decembrī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Jāņa Fridmaņa nekustamo īpašumu, kas atrodas Bauskas apr. Bruknas pag., ierakstīts zemes grāmatu reģistrā ar 6082. num. un sastāv no „Fridmaņu mājām, apm. 73,07 deset. platībā, ar ekām;

2) nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 13.780,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 9.927,11;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 1378,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustama īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustama īpašuma zemes grāmatu ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustama īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas kancelejā.

Bauskā, 1938. g. 25. augustā, 323. l. 14980r

Tiesu izpild. A. Vīgants.

Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Krustpilī, Rīgas ielā 202, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Gabriela Bērziņa prasības par Ls 500,— piedzišanai 1938. gada 3. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Martas Ļamans, arī Bērziņš, 1/4 id. daļu nekustamā īpašumā, kas atrodas Daugavpils apr. Vīpes pag. Lamanu robežās, ierakstīts zemes grāms, 21904. num. nodalījumā un sastāv no 6., 7. un 9. viensētām, 16,73 deset. kopplatībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2370,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 1500,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 59,25 drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Krustpilī, 1938. g. 27. aug. 248. l. 15475e

Tiesu izpild. P. Daugē.

Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Krustpilī, Rīgas ielā 202, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Teklas Zvirbulis prasības par Ls 79,— piedzišanai 1938. gada 3. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Martas Zvirbulis 1/3 id. daļu nekustamā īpašumā, kas atrodas Daugavpils apr. Rudzētu pag. Zirnaitē, ierakstīts zemes grāmatas 27118. num. nodalījumā un sastāv no 53 F zemes gabala, 17,77 ha platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 3205,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 800,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 64,10 drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Krustpilī, 1938. g. 27. aug. 655. l. 15476e

Tiesu izpild. P. Daugē.

Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpildītājs, kura kanceleja ir Krustpilī, Rīgas ielā 202, pamatojoties uz Civilproc. lik. 1280.—1306. pantiem, paziņo, ka:

1) Jēkabpils krājaizdevu sabiedrības prasības par Ls 1500 piedzišanai 1938. g. 3. decembrī, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas sēžu zalē pārdos 1. publiskā izsolē Elzas Zalītis nekustamo īpašumu, kas atrodas Daugavpils apr. Krustpils pag. Koderu robežās, ierakstīts zemes grāmatas 3792. num. nodalījumā un sastāv no 8., 3. un 30. zemes gab., 9 deset. 837 kv. asu platībā;

2) visa nekustama īpašuma izsoles vērtība Ls 2300,—;

3) tam ir hipoteku parādi Ls 2800,—;

4) solītajiem jāiemaksā Ls 230,— drošības naudas — no vērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamā nekustamā īpašuma iegūšanai tajos gadījumos, kad šāda atļauja ir vajadzīga pēc likuma;

5) nekustamā īpašuma zemes grāmatu ved Daugavpils-Ilūkstes zemes grāmatu nodaļu.

Līdz izsoles dienai jāpieteic tiesības, kas novērs nekustama īpašuma pārdošanu.

Pārdodamā nekustamā īpašuma dokumentos, kas ir tiesu izpildītāja rīcībā, var ieskatīties viņa kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas — Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Krustpilī, 1938. g. 30. aug. 851. l. 15477e

Tiesu izpild. P. Daugē.

Daugavpils apgabaltiesas Viļēnu iec. tiesu izpild. O. Vilks, saskaņā ar Civilproc. lik. 1185. pantu, paziņo, ka noliktā uz 1938. g. 1. oktobrī Aleksandra Priževiča nekustama īpašuma izsole, par ko ir izsludināts „Vald. Vestn.“ 1938. g. 41. num., piedziņas izbeigšanas dēļ, ir atcelta.

1938. g. 31. augustā, 1143. l. 15479e

Tiesu izpildītājs O. Vilks.

Ļītu iestāžu sludnājumi.

Zvērinātu advokātu padome,

saskaņā ar Tiesu iekārtas likuma 280^{pp}. p., paziņo, ka

Joachims Panders (Cēsis), Jānis Kalniņš (Daugavpils), ar Padomes 1938. g. 15. jūnija lēmumu ir uzņemti zvērinātu advokātu skaitā, Tiesu palātā 1938. g. 25. augustā nozvērināti un ieviesti zvērinātu advokātu sarakstā.

1938. g. 1. septembrī, 1097. l. 15407e

Priekšsēd. Aur. Seebergs, Sekretars P. Eglīts

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 478. lēmumu pārreģistrēta Biedrība „I. Talsu aizsargu pulka sporta klubs“, ar valdes mājokli Talsos. 15556

Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 479. lēmumu pārreģistrēta Izglītības biedr. „Imanta“, ar valde mājokli Stienes pag. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 499. lēmumu pārreģistrēta „Zemgales kultūras veicināšanas biedrība“, ar valdes mājokli Jelgavā. 15559e

Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 480. lēmumu pārreģistrēta L. ū. studentu biedrības „Konkordija Zelmēnī“ vecbiedrība, ar valdes mājokli Rīgā. 15552e

Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 481. lēmumu līdzšinējā „V. Olava komercskolas trūcīgo skolēnu palīdzības biedrība“ pārreģistrēta par „Rīgas pilsētas Viļa Olava komercskolas trūcīgo skolēnu palīdzības biedrību“, ar valdes mājokli Rīgā. 15551e

Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 502. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 502. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 502. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 502. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

Preses un biedrību depart. biedrību nodaļa, saskaņā ar Likumu par bezpeļņas biedrībām un to savienībām, paziņo, ka ar sabiedrisko lietu ministra 1938. g. 30. augusta R 482. lēmumu līdzšinējā „Spāres lauksaimniecības biedrība“ un „Spāres bibliotēkas biedrība“ apvienotas uz līdzšinējo „Spāres lauksaimniecības biedrības“ statutu pamata un pārreģistrētas ar vienu kopīgu nosaukumu „Spāres lauksaimniecības biedrība“, ar valdes mājokli Spāres pagastā. Nodaļas vad. A. Liepiņš, Reģ. bir. pārz. J. Bērziņš.

IZSOLE.

Rīgas muitnica, pamatojoties uz Muitas nolik. 477., 496., 561. un 1259. p., 1938. g. 30. septembrī, plkst. 10, muitnicas pasažieru mājā atklātā vairāksolīšanā pārdos šini sarakstā minētās preces. Preču īpašniekiem ir tiesība tās izpirkt līdz izsoles dienai, nokārtojot visas muitas formalitātes. Preces apskatamas izsoles dienā.

Pircējam jāmaksā Valsts aizsardzības fondam 2 vai 1% no nosolītās sumas.

№. pēkārkt.	Preču pārb. dok. №. №.	Kon. №. №.	Lād. dok. №. №.	Prece piēnākusi			Vietu skaits un zīmes	Preču nosaukums un svars	Vērtība Ls	Preces īpašnieks
				Ar kuģi vai pa dzelzsceļu	Kad	No kurienes				
Turpmāk minētās preces pēc nosolīšanas izsolē varēs saņemt vietējam tirgum bez Valutas komisijas atļaujas uzrādīšanas:										
1	21389/36	—	321	pa dzelzsceļu	1935. g. 14./VIII	Parizes c. Meiteni	2 kastes un 1 sains B. 214—216	Kokvilnas audumi u. c. preces, sv. 34,5 kg	773,36	Akc. sab. „Merkurs“
2	5507/36	—	126	pa dzelzsceļu	1936. g. 26./V	Rītupe	1 paka C. 90	Izšuvumi no liniem, sv. 2,1 kg	195,08	L. L. Buchbinder
3	29425/35	47	837	„Helena Russ“	1935. g. 28./III	Hamburgas	1 paka E. C. 12415a	Aitu vilna, sv. 4,0 kg	8,33	„Šenkens & Co“
4	27828/36	—	759	pa dzelzsceļu	1936. g. 8./II	Valkas	1 paka a/s. „Ars“ a.	Kino filmas, sv. 1,95 kg	46,95	a/s. „Ars“
5	22629/36	—	336	pa dzelzsceļu	1936. g. 20./VIII	Meitenes	1 paka adrese	Ķīmiski līdzekļi, sv. 2,3 kg	16,45	Br. Visotzky
6	12341/35	56	354	„Erna“	1935. g. 21./VIII	Hamburgas	2 mucas Rīga H. 35. 88916/2, 3	Smēreļa, sv. 198,0 kg	56,82	„The Shell Co of Latvia Ltd“
7	29788/36	—	861	pa dzelzsceļu	1936. g. 20./III	Pageģai c. Meiteni	1 paka B. 577-a.	Rotaļlietas, sv. 0,3 kg	12,36	H. Tāls
8	Daugavpils muitn. izr. pp. 14365/36	—	43	kravas dok. № 143961/1283 bag. pav. liste	1936. g. 6./VII	SPRS	1 paka C. 228-a	Dažādas preces, sv. 9,0 kg	808,58	B. Slivkins
Turpmāk minētās preces pēc nosolīšanas izsolē varēs saņemt vietējam tirgum tikai tad, ja uzrādīs Valutas komisijas atļauju 1 mēneša laikā pēc izsoles dienas vai arī tajā pašā laikā pircējs var precī izvest atpakaļ uz ārzemēm:										
9	12406/37	—	353	„Balteako“	1937. g. 16./VII	Londonas	1 sains	Tērauda drāts, sv. 63,5 kg	15,93	—
10	31424/37	—	—	—	—	—	10 saiņi H. 5. 3933 1/10 3 saiņi H. B. 3931 1/3	Dzelzs izstrādājumi, sv. 206,5 kg	109,61	—
11	20198/37	—	216	pa dzelzsceļu	1937. g. 30./VI	Meitenes	2 kastes Oskar Robežnieks	Ķīmiski līdzekļi, sv. 428,5 kg	1509,66	O. Robežnieks
12	6618/38	—	86	pa dzelzsceļu	1938. g. 25./V	Varšavas c. Zemgali	1 sains E. 74	Kokvilnas kreklis un vīriešu apģērbi, sv. 4,4 kg	293,95	—
13	22000/37	—	350	„Konung Oscar“	1937. g. 14./VIII	Stokholmas	1 paka	Vīriešu apģērbi, sv. 3,0 kg	367,43	—
14	10183/38	185	216	„Regina“	1938. g. 16./VI	Stetines	2 kastes Geco 4665, 4665-a.	Patronu čaulītes, sv. 80,0 kg	371,50	—
15	22842/37	—	285	pa dzelzsceļu	1937. g. 27./VII	Valkas	1 kaste	Centrbēdzes sūknis šķidrūmiem, sv. 60,0 kg	37,85	„Lengard & Waag“
16	p.kv.ser.G. 90179	—	—	pa pastu	1938. g. 2./VII	Anglijas	1 paka 3/03759	Koka mebeļu daļas, sv. 1,55 kg	20,22	V. Kron
17	p.kv.ser.G. 87799	—	—	pa pastu	1938. g. 16./VI	Amerikas	1 paka 4/19024	Apģērbi u. c. pr., sv. 11,9 kg	498,21	Lena Parodizgarten

Aizrādījums: Bez tam tanī pašā izsolē tiks pārdotas ne iepriekšējās izsoles nepārdotas pārceņotās preces: vīriešu un sieviešu apģērbi, šūti priekšmeti no mākslīgā zīda, līnu audums un mežģīnes, skaņu plates, rotaļlietas, lelles, smaržas, pul. stikla izstrādājumi, dzelzs skrūvju atslēgas, sagat. barības vielas ar cukuru, sieviešu tūbas cepures, ķīmiski ražojumi, koka izstrādājumi un citas preces.

Rīgas muitnica.

Dzelzsceļu tehniskā direkcija

š. g. 10. septembrī, plkst. 12, 322. ist.

rakstiskā izsolē izdos

- 1) Padones stac. pasažieru ēkas uzbūves darbus,** drošības nauda Ls 700,—; L 2974
- 2) Plintiņu stac. pasažieru ēkas uzbūves darbus,** drošības nauda Ls 500,—; 15701
Tuvākas ziņas Rīgā, Gogoļa ielā 3, 315. ist., darba laikā.

Rīgas pilsētas Uzņēmumu valde izdod rakstiskā sacensībā 1900 daž. misiņa krānu piegādi.

Noteikumi un ziņojumi saņemami Uzņēmumu valdē, Zigfr. Meierovica bulv. 3, 14. ist.
Piedāvājumi jāiesniedz turpat, 2. ist. līdz š. g. 16. septembrim, plkst. 11. L 2948 15534

Mežu departaments

1938. g. 26. oktobrī, plkst. 12, Rīgā, Kalpaka bulv. 6, Mežu departamenta telpās,

pārdos izsolē skuju un lapu koku mežu.

1. Mutiskā solīšanā:

Slātes virsmežniecībā: 5. iec. mežniecībā, Elkšņu novadā, 2 vienības, pēc platības no 2,10 līdz 3,58 ha, no Ls 800,— līdz Ls 900,— vērtībā.

2. Rakstiskā un mutiskā solīšanā:

Piltenes virsmežniecībā: 1., 5. un 6. iec. mežniecībās, Piltenes, Tērandes un Ēdoles novados, pavisam 4 vienības, pēc platības un celmu skaita no 30,19 ha un 4079 num. koki līdz 39,67 ha un 6495 num. koki, no Ls 42.000,— līdz Ls 122.750,— vērtībā.

Rendas virsmežniecībā: 5. iec. mežniecībā, Vānes novadā, vienu vienību, pēc platības un celmu skaita 16,26 ha un 2217 num. koki, Ls 15.000,— vērtībā.

Skrundas virsmežniecībā: 2., 3. un 4. iec. mežniecībās, Grāveru, Pampaju un Kalvenes novados, pavisam 3 vienības, pēc platības un celmu skaita no 9,98 ha un 4450 num. koki līdz 19,72 ha un 5810 num. koki, no Ls 25.000,— līdz Ls 30.000,— vērtībā.

Slātes virsmežniecībā: 1., 2., 3., 4. un 5. iec. mežniecībās, Slātes, Zasas, Gārsenes, Susejas un Elkšņu novados, pavisam 5 vienības, pēc platības un celmu skaita no 3,28 ha un 2140 num. koki līdz 26,20 ha un 4905 num. koki, no Ls 7000,— līdz Ls 25.000,—;

Šlīteres virsmežniecībā: 1., 3. un 4. iec. mežniecībās, Kolkasraga, Jaundundagas un Mazirbes novados, pavisam 3 vienības, pēc platības un celmu skaita no 2,12 ha un 2372 num. koki līdz 29,75 ha, no Ls 3000,— līdz Ls 10.000 vērtībā.

Mežu pārdos saskaņā ar Likumu par valsts mežu un meža materiālu pārdošanu un izsniegšanu (izsl. „Vald. Vēstn.“ 1936. g. 122. num. un 1937. g. 164. un 236. num.) un zemkopības ministra apstiprinātiem nosacījumiem.

Mežu departaments patur tiesības izsludinātās un pārdošanai nolemtās izsoles vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem. Tuvākas ziņas, izsoles un pārdošanas nosacījumi Mežu departamenta Mežsaimniecības daļā, Rīgā, Kalpaka bulv. 6, 6. dzīv., 54. ist. sākot ar š. g. 10. septembrī un pie attiecīgiem virsmežniekiem.

15669

Mežu departaments.

Pēternieku pag. (Jelgavas apr.) meliorac. sab. „Medainis“

š. g. 14. septembrī, plkst. 14, Pēternieku pag. „Maz-Bazunās“

mutiskā sacensībā izdos

novadgrāvju pārtirīšanas darbus,

kas novērtēti par Ls 618,—.

Tuvākas ziņas turpat uz vietas. 15668

Latvijas universitāte izsludina par nederīgu nozaudēto 11321. studentu karti, kas izdota Visvaldim Strautmanim.

Iekšlietu ministrijas emigrācijas nodaļa izsludina par nederīgu Latv. arz. pasi 138 K, kas izdota 1935. g. 5. jūlijā Bernē Rūdolfram Leveram. 15670e

Radiofona abon. kant. izsludina par nederīgu nozaudēto abonem. A 60261. atļauju, kas 1937. g. 21. V izdota Jānim Silīnam. L. 2967. 15535e

Rīgas muitnica izsludina par nederīgu nozaudēto 2748. izvedpreču pieteikumu, kas š. g. 9. un. izrakstīta firmai Zalams Noviks. 15490e

Rīgas vateršauts izsludina par nederīgu nozaudēto 536. jūrnietu braukšanas apliecību grāmatiņu, ko Ventspils vateršauts 1937. g. 30. dec. izdevis Aleksandram Kārklīnam. 15493

Rīgas prefekt. 7. iec. priekšn. izsludina par nederīgu 362. ieroču atļauju, ko Rīgas pref. 3. iec. priekšn. izdevis Arturam Laivīnam, ar derīguma termiņu līdz 1935. g. 24. XII. 15515e

Rīgas prefekt. 13. iec. priekšn. paziņo, ka Pēteris Ozoliņš ir pieteicis par nozaudētu „Štock“ sist. automātisko pistoli 6029, kura atradējam jānodod policijai. 15516e

Abrenes apr. polic. 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgām nozaudētās: 1) Latv. iekšz. pasi MP 000725/2624, ko Pasienes pag. valde 1928. gada 18. maijā; 2) 9806. motocikleta braukšanas apliecību, ko Abrenes apr. priekšn. 1938. gada 8. aprīlī; 3) 80. motocikleta vadītāja tiesību apliecību, ko Daugavpils prefektūra 1937. g. 23. augustā; un 4) 1269. kara klaušības apliecību, ko Ludzas kara apr. priekšn. 1932. gada 23. febr. izdevusi Rūvīnam Cipkinam. 15513e

Cēsu apr. priekšnieks izsludina par nederīgiem: 1) automobiļa braukšanas 3815. num., ko Rīgas prefekt. 1938. gada 6. maijā izdevusi Augustam Sproģim; 2) 4270. kara klauš. apliec., ko 1. Jātnieku pulka komand. 1928. g. 22. maijā izdevis Jānim Bernam; 3) 17436. kara klauš. apliec., ko 2. Robežsargu pulka komand. 1921. g. 15. dec. izdevis Vilumam Jansonam; 4) 517/10093. zirga pasi, ko Cēsu pils. valde 1936. gada 16. martā izdevusi Motelim Kānam; 5) 11055. automobiļa braukš. apliec., ko Cēsu apr. priekšn. 1938. g. 2. maijā izdevis Augustam Lācim. 15510

Ilūkstes apr. polic. 2. iec. priekšn. izsludina par nozaudētu Ananijam Rācenim piederīgo pistoli „Parabellum“ 1569. num. 15506e

Jēkabpils apr. priekšn. izsludina par nederīgu automobiļa numuru 6528 37/38. g. 15509e

Babītes pag. valde izsludina par nederīgu nozaudētu kumela reģistrācijas 166. zīmi, ko šī pag. valde 1936. g. 19. martā izdevusi Jānim Fišeram.

Daugavpils telef. kant. izsludina par neder. nozaud. radio abonem. 3825. atļauju, kas izdota Ignatam Peipiņam Daugavpīlī, Baznīcas ielā 38, 7. dzīv. L. 2969. 15537e

Jelgavas pilsētas bāriņtiesa izsludina par nederīgām nozaudētās aizgādņu apliecības: 1) 573., kas 1926. g. 14. maijā izdota promesošās Rebekas Kiršbaums mantības aizgādņim Aleksandram Smitmanim, un 2) 10., kas 1934. g. 15. janv. izdota nepilngadīgā Arnolda Veidemaņa aizbildņim Jekabam Veilandam. 15492e

Krustpils pasta un telegrafa kantoris izsludina par nederīgu nozaudēto radio abonem. 764. atļauju, kas izdota Jānim Jūgam Latgales artilērijas pulkā, Krustpīlī. L. 2968. 15536e

Rāmuļu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. JA 001059/760, ko šī pag. valde 1933. g. 14. septembrī izdevusi Elzai-Austrai Lārsonas. 14575g

Rāmuļu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. CL 007896/96, ko šī pag. valde 1927. g. 5. novembrī izdevusi Kristīnai Leinasars, dzim. Slēde. 14870g

Rendas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 835. karaklausības apliecību, ko Jātnieku pulka komand. 1925. g. 20. novembrī izdevis Kārlim Liepiņam. 14866g

Rudbāržu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 1937. g. ražas 171. labības grāmatiņu, ko šī pag. valde izdevusi Ansim Luteram. 15360e

Sausnējas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi ser. MV 020421/621, ko šī pag. valde 1928. g. 27. martā izdevusi Pēterim Vagulim. 13540g

Skaistas pag. valde izsludina par nederīgām šīs pag. valdes izdotās: 1) Bronislavam Olechnovičam 1937. g. 20. maijā izdoto 212. kumelja reģ. zīmi un 1937. g. 31. dec. izdoto 1077. labības grāmatiņu, un 2) Janīnai Olechnovičs, dzim. Masaļskis, 1930. g. 6. dec. izdoto Latv. iekšz. pasi ser. JV 006423/4419. 15369e

Sventes pag. valde izsludina par nederīgām nozaudētās: 1) KN 023776/2451. Latv. iekšz. pasi, ko šī pag. valde 1936. g. 3. nov. izdevusi Jānim Antuzevičam; 2) 10079. aizsargu apliecību, ko 12. Ilūkstes aizs. pulka komandieris izdevis Jānim Antuzevičam, un 3) 88129. velosipeda braukšanas atļauju, ko Ilūkstes apr. polic. 1. iec. priekšn. 1938. g. 4. jun. izdevis Jānim Antuzevičam. 15356e

Užavas pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto 464. kumela reģistrācijas zīmi, ko šī pag. valde 1937. g. 17. aprīlī izdevusi Vilim Azim. 15048g

Ventspils apr. polic. 2. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ser. CZ 010877, ko Užavas pag. valde 1928. g. 1. martā izdevusi Annai-Lizetei Erkskšis, dzim. Dravnieks. 15247g

Zvirgzdenes pag. valde izsludina par nederīgu sadegušo Latv. iekšz. pasi ser. MP 010167/1158, ko šī pag. valde 1928. g. 24. maijā izdevusi Jānim Obulevičam. 15029g

Dažādi sludinājumi.

Akc. sab. „Latvijas centrālais sēkļu eksports“

kārt. akcionāru sapulce

notiks 1938. gada 19. septembrī, plkst. 11, Rīgā, Merķeļa ielā 13.

- Dienas kārtība:
- 1) sapulces amatu personu vēlēšana;
 - 2) 1937/38. tirdzn. gada pārskata pieņemšana un peļņas sadalīšana;
 - 3) 1938./39. tirdzn. gada budžeta pieņemšana;
 - 4) vēlēšanas;
 - 5) dažādi jautājumi un priekšlikumi. 15562e

Valdes priekšsēd. J. Steps.

Izdevniecības akc. sab. „ZEME“

ārķartēja pilna akcionāru sapulce

notiks š. g. 28. septembrī, plkst. 16, Rīgā, Blaumaņa ielā Nr. 38/40.

- Dienas kārtība:
- 1) sapulces amatu personu vēlēšanas;
 - 2) valdes ziņojums;
 - 3) valdes un revīzijas komisijas sastāva papildināšana;
 - 4) papildu budžets tekošam gadam;
 - 5) statutu grozīšana, ieskaņojot tos 1937. g. 22. decembra Likumam par akciju un pašu sabiedrībām;
 - 6) dažādi jautājumi un pārrunas. 15538e

Valde.

Tomes lopkopības pārraudzības un Tomes lauksaimniecības biedrības nolēmušas apvienoties vienā biedrībā, ar nosaukumu Tomes lauksaimniecības biedrība. Kreditorus savas prasības lūdz pieteikt Sabiedrisko lietu ministrijai 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Vald. Vēstnesī“. 15398e

Tomes lopkop. pārr. un Tomes lauks. b. valdes.

Apvienotā kuģniecības akc. sab.

sasauc

ārķart. pilnu akcion. sapulci

š. g. 27. septembrī, plkst. 13, sabiedrības telpās Rīgā, 15. maija ielā 2, 2/3. dzīv.

- Dienas kārtība:
- 1) sapulces amatu personu vēlēšana;
 - 2) statutu grozījumi sakarā ar to piemērošanu normalstatutiem;
 - 3) dažādi jautājumi. 15517e

Valde.

Latvijas univers. stud. organ. „Konkordija Zelmēnis“ un „Konkordija Imantija“

šī gada 12. maijā sēdē nolēmušas apvienoties organizācijā „Konkordija Zelmēnis“.

un uzaicina visus šē minēto organizāciju debitorus un kreditorus pieteikt savas prasības Sabiedrisko lietu ministrijas biedrību nodaļā 1 mēneša laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas dienas „Vald. Vēstnesī“. 15541

„Konkord. Zelmēnis“ valde.

„Konkord. Imantijas“ valde.

Slēgtas Latvijas kokstrādnieku arodbiedr. likvidators

uzaicina šīs biedrības mantas turētājus, debitorus, kreditorus un citus ieinteresētās personas 2 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstnesī“, pieteikt savas prasības, nokārtot parādu un nodot biedrības mantu likvidāt. J. Krauzem, 13. janvāra ielā 3, 311. ist.

Terminā nepieteiktās tiesības un prasības atzīs par dzēstiem, bet nepieteiktos parādniekus un mantu turētājus sauks pie atbildības. 15487e

Likvidators J. Krauze.

Baltijas zīda un vilnas austuves akc. sab.

„LETRE“ valde

uz statutu 68. § pamata paziņo akc. sab. akcionāriem, ka saskaņā ar 1938. g. 30. apr. pilnās sapulces lēmumu,

Izmaksās 15% dividendes,

ar š. g. 5. septembrī sabiedrības kasē, Rīgā, Kr. Barona ielā 2, 5. dzīv. 15488e

Valde.

Bēnes patērētāju biedrība

š. g. 10. septembrī, plkst. 13, Bēnē, patēr. biedrības telpās izdos rakstiskā izsolē

veikala ēkas kapitālpārbūves darbus

ar biedrības materiāliem par sumu Ls 17.800,—. Izsoles drošības nauda Ls 900,—. Biedrība patur tiesības darbus izdot pēc saviem ieskatiem. Tuvākas ziņas Rīgā, C. S. „Turība“ Būvtehniskā nod. un uz vietas. 15563g